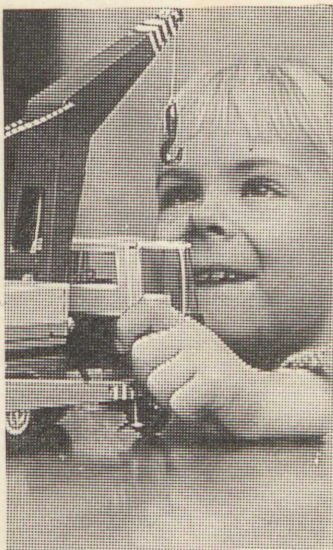


L. Gotovitch

**L'école
à cinq ans ?**



Claude Renard

**Le parti
communiste
et la crise**

Et un débat
sur la chanson
populaire

Rosine Lewin

**Marxisme
et
christianisme**

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 16 (35)

6^{me} année - Juin 1975 - 50 F

Sommaire

Claude Renard Le parti communiste et la crise	p. 1
Louise Gotovitch L'école à cinq ans ?	p. 7
Rosine Lewin Marxisme et christianisme, rencontre avec Giulio Girardi	p. 17
Table ronde La nouvelle chanson populaire	p. 26
Livres et revues	p. 38

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers,
Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau,
Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels,
Claude Renard, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Le parti communiste et la crise

Les questions cruciales du renforcement de l'opposition de gauche et du rassemblement des progressistes ont été au centre des conférences régionales du parti communiste qui se sont réunies récemment. Et il est à nouveau apparu à cette occasion que l'on ne peut pas traiter de ces questions, en leur donnant des éléments de réponses concrètes, sans les situer dans le cadre de l'analyse marxiste de la crise. Ce qui n'implique pas seulement une perception plus exacte des causes et des mécanismes de celle-ci, mais aussi un effort politique pour faire déboucher l'analyse sur des propositions de lutte suffisamment élaborées et populaires (en tout cas susceptibles de le devenir).

Voilà maintenant plus d'un an que la coalition des forces réactionnaires, conservatrices et centristes détient le pouvoir et tente de surmonter la crise avec des solutions dictées par la grande bourgeoisie. Cette expérience suffit déjà à démontrer l'incapacité de la classe dirigeante à remettre de l'ordre dans la situation du pays. En fait, le gouvernement se borne à gérer la crise d'une manière qui confine à la « gestion de l'imprévisible », selon la très significative formule utilisée un jour par Giscard d'Estaing.

Il n'est pas douteux que la classe dirigeante et ses auxiliaires politiques maîtrisent mal le cours des événements qui bousculent sans cesse leurs prévisions les mieux étudiées. Pour imposer ses vues, la bourgeoisie doit constamment recourir à des manœuvres, à des ruses, à des improvisations qui réussissent souvent grâce à

sa longue expérience du pouvoir, mais qui n'en sont pas moins pleines d'aléas.

L'habileté de politiciens ne peut suppléer à elle seule aux effets paralysants de la crise du système capitaliste — crise structurelle et non conjoncturelle. Les masses veulent vivre mieux et autrement; elles veulent aussi éliminer les misères, les inégalités, les injustices criantes qui subsistent. Cela se traduit dans le travail et les activités quotidiennes par le jaillissement d'une foule de revendications matérielles, culturelles, éthiques, qui tendent à se globaliser et à se politiser. Il n'est pas exagéré de dire que cette volonté de changement anime sous des formes diverses la grande majorité des citoyens.

Qui croira que ce courant profond est né par hasard ? Ce qui lui donne son ampleur et sa permanence, c'est le fait que les masses traduisent en revendications des besoins qui grandissent et s'accroissent en rapport avec le haut niveau de développement des forces productives. Mais, dans les conditions du système capitaliste, ce développement n'a pas (n'a jamais eu) pour fin la satisfaction des besoins de masses. Sa loi est le profit. L'utilité sociale et l'intérêt national sont pour ce système des notions étrangères. Inégal et anarchique dès l'origine, ses contradictions internes sont encore aggravées de nos jours par le fait que la rentabilisation des capitaux, selon ses critères, devient difficile et le pousse à utiliser des méthodes d'exploitation qui le mettent en situation d'affrontement avec les masses, voire avec des peuples entiers, partout où règne sa loi. D'immenses ressources sont mobilisées et stérilisées du point de vue social pour permettre à quelques monopoles de conserver leurs positions ou de conquérir la suprématie sur des marchés où ils se heurtent à de multiples obstacles économiques, sociaux et politiques. Ainsi se renouvelle, à l'échelle du monde capitaliste, l'histoire du catoblépas, animal de légende qui, poussé par son énorme appétit, dévora ses propres pattes...

Dominé par les monopoles, héritiers voraces d'un long processus de concentration des capitaux, le capitalisme contemporain est foncièrement incapable de couvrir l'ensemble des besoins et des revendications qui s'expriment de toutes parts et qui, considérés globalement, font apparaître et rendent sensible la nécessité objective d'une refonte profonde de toutes les structures de la société dans un sens antimonopoliste.

Combineraient-ils les talents de Machiavel et de Talleyrand réunis (et c'est loin d'être le cas) que les hommes politiques de la bourgeoisie ne pourraient pas pour autant modifier les données fondamentales de l'insoluble problème de survie qui se pose au capitalisme contemporain. Et c'est ce qui les amène à faire tant d'efforts pour neutraliser l'opposition des masses à leur politique de crise en appliquant, d'une part, une tactique propre à favoriser la dispersion des luttes et en organisant, d'autre part, le matraquage idéologique de la population sur les thèmes de l'austérité.

L'idée maîtresse que le pouvoir s'acharne à ancrer dans les têtes c'est que la crise atteint tout le monde et que tout le monde en est coupable. La crise est fatale, la politique d'austérité est la seule réaliste. Voilà bien l'alpha et l'oméga de l'opération Mercator orchestrée avec brio par les services de M. Oleffe.

En réalité, le seul but de cette campagne est de masquer les causes réelles de la crise, qui résident dans l'irréversible dégradation du système lui-même, et la responsabilité du gouvernement en place, qui est très lourde, car sa politique aggrave encore les conséquences de la crise sur l'emploi, sur le pouvoir d'achat, sur les dépenses d'utilité publique, etc. En dernière analyse, la politique d'austérité confirme l'importance de la pénétration des monopoles capitalistes, des multinationales, dans les centres du pouvoir où se prennent les décisions essentielles concernant l'économie, les finances et toutes les questions qui en dépendent. Elle permet au grand capital de tirer parti du marasme économique pour préserver les sources de ses profits, en trouver d'autres et augmenter encore sa puissance. Frappant sous tous les angles et prioritairement ceux qui ne disposent pour vivre que de leurs salaires ou de leurs traitements, elle n'hésite plus à lancer des attaques frontales contre de larges couches des classes moyennes que les récentes mesures gouvernementales en matière de prix ont indéniablement lésées sans bénéfice sérieux et durable pour le consommateur.

C'est pourquoi le parti communiste considère que la politique d'austérité est aujourd'hui le terrain principal de la lutte des classes. Il faut remarquer que, jamais, les enjeux sociaux de cette lutte n'ont été aussi directement liés au développement du combat idéologique et politique des exploités contre les exploités. Jamais, au surplus, la classe ouvrière n'a eu la possibilité de s'assurer des alliances aussi étendues pour mener ses batailles en faveur de réformes démocratiques profondes, qu'elles soient d'ordre social, économique ou politique.

Il n'est pas fortuit que l'on assiste de plus en plus souvent à des actions qui, destinées au départ à empêcher la fermeture d'entreprises par exemple, posent très vite le problème du contrôle ouvrier, de la démocratie économique. Il n'est pas fortuit que l'intervention des travailleurs, des citoyens, dans des débats qui étaient jadis l'apanage de quelques administrateurs communaux, tende à se généraliser. Et, il n'est pas non plus fortuit, bien entendu, qu'à la pseudo-régionalisation de MM. Perin et consorts, les organisations ouvrières puissent opposer maintenant un projet dont la mise en œuvre donnerait aux régions des moyens suffisants, des pouvoirs réels, un vrai statut démocratique.

Tout cela n'est nullement étranger aux exigences de la lutte contre la politique d'austérité, car ces exigences en suscitent d'autres. La gravité des conséquences de la crise incite à des interrogations sur ses causes, sur les moyens d'y remédier, sur la validité de la politique qui, sous prétexte de combattre l'inflation et le chômage, les perpétue et les aggrave en fait. Ces interrogations sont présentes, à divers degrés de précision, dans l'esprit de centaines de milliers de femmes et d'hommes. Elles sont présentes dans toutes les luttes de masse qui récuse la politique d'austérité et prennent le contre-pied des appels à la « modération » lancés par la FEB et le gouvernement. Et parce que ces luttes contiennent aussi, en germe, la critique des orientations politiques et idéologiques du pouvoir, parce qu'elles sont une forme active de l'aspiration au changement, elles constituent un ferment précieux pour les transformations démocratiques de la société que les forces organisées du mouvement ouvrier réclament dans des programmes encore dis-

tincts, mais néanmoins inspirés par des préoccupations convergentes.

Il est clair toutefois que les changements nécessaires ne deviendront possibles que si ces forces arrivent à s'entendre et à agir ensemble pour apporter des réponses crédibles aux interrogations des masses, pour s'attaquer aux causes réelles de la crise et faire prévaloir les solutions de rechange progressistes.

En général, cette idée est facilement admise, mais cela ne sert pas à grand-chose si, en même temps, on ne voit pas ce qu'il faut faire tout de suite en vue de préparer ce rassemblement des progressistes dont on dit, tout en en souhaitant la venue, qu'il ne pourra se réaliser avant plusieurs années.

Le parti communiste a donné publiquement son avis à ce propos. Il existe aujourd'hui en Belgique une opposition de gauche qui représente, quantitativement, un sérieux progrès par rapport à la situation que nous avons connue jusqu'à la chute du gouvernement Leburton en janvier 1974. A vrai dire, ce progrès n'a pas été seulement quantitatif, mais il est certain que l'aggravation rapide de la crise et les exigences qui découlent pour la gauche de l'intensité des luttes populaires devraient se traduire par une élévation beaucoup plus nette de la qualité de son opposition. Une opposition dont l'enjeu final serait un aménagement du système et de la politique d'austérité est encore loin d'avoir été bannie des conceptions et des pratiques du parti qui, au sein du mouvement ouvrier belge, reste le plus nombreux et le plus influent : le parti socialiste. Aussi faut-il développer l'effort entrepris sur la base des luttes concrètes pour gagner les organisations ouvrières et démocratiques qui se réclament de la gauche à la conviction qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir une manière progressiste de gérer la crise. La poursuite de la politique d'austérité, même aménagée, est incompatible avec les intérêts des travailleurs qui ne peuvent trouver leur compte que dans l'application d'une politique radicalement différente.

Le chemin du rassemblement des progressistes passe donc par l'élévation de la qualité politique de l'opposition de gauche, par la clarification des idées formulées et des positions adoptées dans la lutte contre les conséquences de la crise, dans la critique politique et idéologique de l'action du gouvernement, dans les prolongements qui sont donnés, en particulier au Parlement, aux ripostes populaires « sur le terrain ».

Naturellement, dans les conditions d'un pays comme le nôtre, les efforts de la gauche en ce sens manqueraient leur but s'ils n'allaient de pair avec une attitude positive à l'égard du mouvement ouvrier chrétien et de ses divers courants politiques, y compris la Démocratie chrétienne. Tout en condamnant résolument le rôle néfaste que joue celle-ci, il faut rappeler qu'elle est en train de refaire « toute seule comme une grande » l'expérience qu'ont vécue avant elle d'autres écoles réformistes et dont elle devra à son tour tirer les leçons à un moment donné. Il est indispensable de maintenir et de renforcer le Front commun syndical, sans se laisser arrêter par les traverses inhérentes aux élections sociales, précisément parce que c'est sur cette base qu'il est possible d'unir le maximum de forces ouvrières dans des ripostes organisées et efficaces à la politique d'austérité et, ainsi, d'élargir la tendance au

refus de la collaboration des classes qui a donné naissance au GPTC en Wallonie, tout en se manifestant dans un cadre beaucoup plus large et sous des formes encore très diversifiées et nuancées.

Si l'on peut considérer que la liquidation des séquelles de l'anti-cléricalisme, en tant que variété de l'idéologie bourgeoise (libérale) a progressé dans notre mouvement ouvrier, parallèlement au recul du cléricalisme « social », autre variété de l'idéologie bourgeoise, on n'a sans doute pas le droit d'être aussi satisfait, toutes proportions gardées, des rapports existants aujourd'hui entre le mouvement ouvrier et ce qu'il est convenu d'appeler les classes moyennes. Il n'est certainement pas fortuit, à cet égard, que, dans l'affaire du « blocage des prix », ce soit à l'aile droite de la CSC et de la Démocratie chrétienne que l'on a observé les comportements les moins compréhensifs et les plus ouvriéristes vis-à-vis des travailleurs indépendants atteints par cette décision démagogique, alors que nous voyons pourtant la réaction faire tout ce qu'elle peut, mots d'ordre fascisants à l'appui, pour dresser les classes moyennes contre les syndicats ouvriers. Même à gauche, malgré certaines initiatives louables, on est encore loin d'avoir abandonné les positions étroites qui, tout en témoignant d'un vigoureux esprit de classe, tout en s'adaptant aux modifications intervenues dans la composition sociale du mouvement ouvrier, constituent une sérieuse entrave à l'accomplissement, par la classe ouvrière, de sa mission historique principale : rassembler autour d'elle toutes les couches populaires non-monopolistes pour conquérir le pouvoir et, de la sorte, résoudre les problèmes fondamentaux de notre temps. Or, l'analyse de la crise du capitalisme contemporain montre bien que la lutte du mouvement ouvrier et démocratique ne peut avoir d'autres perspectives. Cette lutte n'aboutira à des succès décisifs que si elle devient l'axe d'une alliance populaire englobant les éléments des classes moyennes qui peuvent se rallier aux solutions progressistes et prendre leur place au sein du vaste rassemblement dont l'application de ces solutions est tributaire.

Elévation de la qualité politique de l'opposition de gauche, efforts plus cohérents en vue d'unir l'ensemble des forces ouvrières et démocratiques dans les luttes contre les conséquences de la crise ainsi que dans l'approche de ses causes réelles, préparation plus active du rassemblement des progressistes sur des bases anti-monopolistes et en lui donnant sa véritable dimension, celle d'une alliance de la majorité du peuple, telles sont les idées-clés qui se dégagent des récentes conférences régionales du Parti communiste de Belgique.

Ces idées sont en quelque sorte la trame d'une pensée politique qui s'est précisée, en termes parlementaires, dans les cinq propositions de loi déposées à la Chambre par les députés communistes et aussi dans d'autres propositions ayant trait, notamment, aux réformes de structure que le PCB a soumises à la réflexion et à la discussion des autres organisations du mouvement ouvrier et démocratique (*).

On peut toujours gloser à l'infini sur les limites de l'implantation du Parti communiste en Belgique, de son influence électorale

(*) On trouvera l'ensemble de ces propositions dans une brochure intitulée « La crise n'est pas fatale » qui vient d'être éditée par le service de propagande du PCB et que l'on peut se procurer au prix de 5 F.

et de ses ramifications dans les différents secteurs de la vie publique, il n'empêche que la classe ouvrière et les masses populaires de notre pays ne réaliseront aucun de leurs objectifs principaux sans l'apport de ce parti, dont les idées et l'action ont une importance déterminante. Non, bien sûr, en raison de l'étoffe spéciale des individus qui le composent, mais essentiellement en raison du fait qu'il est le porteur, dans notre pays, de l'idéologie marxiste-léniniste. Toutes les grandes victoires que les forces révolutionnaires et progressistes du monde ont remportées depuis plus d'un demi-siècle portent la trace profonde de cette idéologie. En vertu de quoi y aurait-il donc une « exception belge » ?

Pour mener à bien leurs luttes actuelles et pour avancer vers la réalisation de leurs objectifs principaux, les travailleurs belges ont besoin d'un parti communiste plus fort. C'est pourquoi la réaction s'efforce constamment de l'isoler. Et c'est aussi pourquoi ceux qui, parmi ses détracteurs, appartiennent à cette gauche que nous voyons rêver à un socialisme si « pur » et hautement original qu'il ne devrait rien aux communistes, font en réalité un tort considérable à la cause qu'ils veulent défendre.

Certes, le parti communiste ne s'attend pas à ce que la nécessité de son renforcement se révèle soudain aux masses et surtout pas à la suite d'une aggravation catastrophique de la crise. Son influence et sa crédibilité, comme avant-garde, grandiront au contraire dans la mesure où ses idées et son action aideront effectivement les travailleurs à faire ce qu'il faut pour éviter des catastrophes. Si la campagne qu'il mène actuellement pour ses propositions de loi et de réformes de structure a un sens, c'est bien celui-là et ses interventions dans les luttes concrètes, en vue de contribuer à leur cohésion et à leur efficacité, n'en témoignent pas moins.

L'école à cinq ans ?

Cette formule-miracle pourra-t-elle guérir notre enseignement malade de son manque de démocratie ?

1.00 LE CONTEXTE POLITIQUE

1.1. On ne peut isoler la réforme envisagée du contexte politique : ceux qui veulent la réaliser sont ceux-là mêmes qui étranglent les universités et la recherche, qui tergiversent, font lanterner les enseignants à propos de leurs revendications.

Toutes les craintes sont permises quant au but réel de la réforme : gagner un an, sélectionner plus vite et plus « efficacement », et ainsi renforcer l'aspect « élitiste » de notre enseignement. Le ministre De Croo l'affirme sans fard, le ministre Humblet est plus discret. Mais le désir de démocratisation proclamé par nos ministres-promoteurs, dans le préambule de leur projet risque de faire encore illusion.

1.2. Cette idée est contenue dans les projets d'éducation qui se formulent entre Européens occidentaux. La rénovation du secondaire en était une phase, celle du maternel et du primaire en est la seconde (1). Il suffit de suivre les réformes françaises « pompidoliennes » ou « giscardiennes ». De Fontanet à Haby en passant par Guichard, les mêmes réformes que celles qui nous ont été et sont proposées, ont vu le jour.

Chez nous, l'intention d'obliger les enfants à fréquenter l'école dès cinq ans avait été lancée par Michel Toussaint, PLP, lors de son premier passage à l'Education Nationale. Le danger de se laisser prendre au mirage du discours sur la démocratisation est cependant très grand parce que cette idée a été développée et adoptée par l'Association des enseignants socialistes au cours de leur Con-

grès national des 2 et 3 mai 1970. Ils y parlent d'enseignement « pré-primaire », de la préparation à l'enseignement primaire, à l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul (2).

Il convient donc d'analyser sérieusement la question.

2.00 UNE ENTREPRISE PEU DEMOCRATIQUE ET PEU RENTABLE

2.1. Une enquête menée dans vingt pays, dont le nôtre, a mis en évidence que notre enseignement fournit peu de « bons élèves » en langue maternelle, et pas du tout en sciences (3).

2.2. A l'Université, on ne compte toujours pas plus de 10 % de fils de la classe ouvrière, alors que cette dernière représente 40 % à peu près de la population active de Belgique.

La démocratisation des études est pourtant à l'ordre du jour depuis pas mal de temps en Belgique. Lancée par Léo Collard en 1954, lors de la première réforme du secondaire, celle des cycles d'observation, elle se retrouve en tête des résolutions du Pacte scolaire signé en mai 1959 par le PSC, le Parti Libéral et le PSB. Le point A du Pacte s'intitule : « L'expansion démocratique de l'enseignement ». Réforme amorcée et non continuée, mesures favorables : demi-classes pour travaux dirigés en français et mathématique, cours de rattrapage... purement et simplement supprimés vers 1965. Nouvelle réforme entreprise, et une fois de plus sans continuité en 1969. Les résultats d'une enquête faite n'ont toujours pas été publiés, certains sondages plus particuliers font apparaître que là encore les espoirs de certains ont été déçus : en technique on retrouve une majorité de fils d'ouvriers, ils sont minoritaires en latine ! (4).

Pour ceux qui se refusent à une analyse politique de la situation (5), pour ceux qui veulent croire, en dépit des expériences, au miracle pédagogique, il reste donc un niveau que les réformes semblent avoir épargné jusqu'à présent : le fondamental (c'est-à-dire le maternel et le primaire). Là aussi les choses vont mal.

2.3. Des statistiques mettent en évidence que près de 40 % d'enfants quittent l'école primaire avec au moins un an de retard, et ce retard commence bien vite, dès la première année primaire on compte déjà 18 % d'enfants qui ont plus que l'âge normal (chiffres de 1973) (6). Il apparaît aussi que la majorité de ces enfants sont issus de milieux qu'on a pris l'habitude d'appeler « socio-culturels défavorisés » (7).

3.00 L'ECOLE A CINQ ANS, EST-CE UNE FORMULE-MIRACLE ?

3.1. D'une manière générale, les apprentissages précoces sont rejetés par les psychologues dont le souci est l'épanouissement de l'individu et non son développement comme outil productif à court terme (8).

Faut-il rappeler les observations faites par Arnold Gesell, le célèbre psychologue américain sur des jumelles ? L'une a subi un « dressage » intensif lui apprenant à monter un escalier, à construire avec des cubes, à acquérir du vocabulaire... L'autre a joué librement. La jumelle non « dressée » est arrivée au même degré

d'adresse en beaucoup moins de temps, dès qu'elle eut atteint la maturité requise (9).

3.2. En Angleterre, l'entrée à l'école se fait à 5 ans, nous dit le ministre De Croo. Une commission anglaise penchée depuis deux ans sur le problème de l'apprentissage de la lecture a constaté qu'il existait un million d'analphabètes, qui proviennent dans une proportion croissante des couches les plus défavorisées de la société (« Le Monde de l'éducation », avril 1975 p. 21).

3.3 Le même mensuel relate l'expérience d'une personne qui, en France, a depuis trente ans la charge de l'école maternelle et du cours élémentaire : « Une année il s'est trouvé que dans la classe d'une excellente institutrice, il y avait vingt-et-un enfants qui avaient juste cinq ans. Sur ces vingt-et-un, tous, sauf deux, ont passé en cours élémentaire 1, et puis deux ou trois ont dû redoubler le cours élémentaire 2. Un nombre d'enfants plus important ont perdu pied en cours moyen 2, d'autres encore ont redoublé dans le cycle secondaire. Finalement un seul est arrivé au bachelier sans avoir redoublé. »

3.4. En Suède, l'âge d'apprentissage de la lecture a été fixé à sept ans, ce qui joint à d'autres mesures pédagogiques, a fait baisser le nombre de difficultés et des échecs d'apprentissage.

3.5. Aux Etats-Unis, les programmes « compensatoires » furent lancés en 1964, ils s'adressaient à des enfants issus de milieux défavorisés âgés de 4 à 5 ans. Ils ne semblent pas avoir répondu aux espoirs fondés sur eux. L'effort fourni ne s'est pas prolongé au-delà de quatre ans et les dépenses engagées n'atteignaient même pas par enfant la moyenne dépensée par enfant pour l'ensemble des E.U. : 750 dollars contre 900 ! (Le Monde du 28 avril 1973). Un colloque de l'OCDE en arrive à mettre en évidence que la pédagogie ne peut résoudre les problèmes d'ordre politique. (Le Monde du 11 janvier 1975).

Il ne semble pas que les apprentissages précoces, les préparations à l'enseignement aient donné de bons résultats. Ils ne peuvent être que du « dressage » et non un cheminement personnel vers la découverte. L'enfant qui est psychologiquement mûr et à *qui l'on fournit les possibilités d'agir*, de chercher, domine beaucoup plus rapidement et avec plaisir les nouvelles acquisitions.

Habituer l'enfant au « dressage » ce n'est évidemment pas le préparer à la recherche personnelle, à la pensée autonome !

La lutte contre les handicaps socio-culturels a déjà été abordée dans ces colonnes en février 1974 (10). La conclusion qui s'imposait était effectivement que seule une politique réellement démocratique relevant d'un projet global de société démocratique rendait cette lutte efficace.

3.6. L'obligation scolaire pour les enfants de 5 ans, présente d'autres inconvénients, dans la mesure où ils seront soumis à la paperasserie administrative. Or, à cet âge l'enfant est encore sujet aux contagions diverses des maladies d'enfants.

4.00 UNE SELECTION SCIENTIFIQUE EST-ELLE POSSIBLE ?

Peut-on se fier à une « évaluation » scientifique du degré de maturité des enfants ?

L'argument « scientifique » est un second piège dont il convient

de se méfier. Parce qu'une science appliquée « neutre » n'existe pas et ce d'autant moins qu'il s'agit de psychologie et de pédagogie, sciences dites « humaines ». J'avais ici même déjà signalé l'orientation prioritaire que prenait la psychologie dans nos universités; sous l'influence des subsides de la CEE (11). C'est celle des behavioristes et néo-behavioristes qui isolent le « cognitif », c'est-à-dire l'acquisition des connaissances de l'ensemble de la personnalité de l'individu, celle qui croit pouvoir « quantifier » l'homme et croit en la magie des tests de prévision, de diagnostic, d'évaluation. Il semble que cette psychologie a eu l'oreille de l'Association des enseignants socialistes (2). Et pourtant...

4.1. Rappelons l'expérience conduite par Rosenthal : « On a annoncé à des instituteurs des six années primaires de l'Oak School que d'éminents chercheurs venaient de mettre au point un test l'« épanouissement » (en réalité, un simple test d'intelligence, peu connu et sans vertu particulière, a été utilisé).

Tous les élèves de l'école y ont été soumis, et on a signalé ceux qui étaient sur le point de s'épanouir intellectuellement, pronostic fantaisiste.

Le quotient intellectuel des élèves ainsi désignés s'est élevé d'une façon significative dans les trois années inférieures; en outre, des progrès supérieurs à la moyenne ont été observés en lecture et en arithmétique (12). Cette expérience semble indiquer qu'un élève se comporte en fonction du jugement que le professeur porte sur lui. Cette évaluation, cette sélection effectuée dès 5 ans risquent de marquer davantage l'enfant.

4.2. Autre expérience relatée par M. Guillarmé, psychologue français, au Colloque organisé le 23 janvier 1975 à l'ULB sur « l'enfant perturbé et son avenir ».

Un centre psychologique intervenait institutionnellement pour quinze écoles maternelles, groupant plus ou moins 2.000 enfants. En 1969, le centre était consulté et dut intervenir pour 1/10^e de la population, 60 % pour le langage chez les grands, 30 % pour la psychomotricité. Le centre a considéré que ce pourcentage était beaucoup trop élevé. Il a changé de stratégie : pour cinq écoles maternelles il constitue au cours du 1^{er} trimestre une équipe d'intervention, avec interdiction de demander une rééducation. Dans les écoles, constitution d'ateliers divers où les spécialistes peuvent observer les enfants une demi-journée par semaine, à la fin du trimestre discussion sur les enfants par les spécialistes pour isoler ceux qui ont réellement besoin d'une rééducation : le nombre des demandes s'est réduit de moitié — vingt demandes en tout dont sept rééducations individuelles et treize en petits groupes. Ces observations sur le tas, en maintenant les enfants dans les conditions normales des activités propres à l'enseignement maternel ont diminué la « pathologisation ». Et quatre écoles ont maintenu le système des ateliers !

Cette expérience peut apparaître comme la confirmation de la précédente : lorsqu'on veut sélectionner, évaluer on trouve les éléments qu'on attend... ce qui est un réel danger de classification et par conséquent de détermination des enfants dans une catégorie, plutôt que dans une autre, et ce d'autant plus profondément que les enfants sont jeunes.

4.3. Cette sélectivité précoce que recouvre le vocable d'un enseignement adapté à l'enfant en fonction d'une évaluation, serait également en contradiction avec la constatation tirée de l'enquête citée au point 2.1. sur la quantité de bons élèves.

... « c'est donc essentiellement le *faible taux de sélectivité* de notre système qui nous a permis jusqu'ici d'atténuer quelque peu le fossé créé par l'enseignement traditionnel pour les élèves parmi lesquels se recrutent normalement les étudiants de nos écoles supérieures et de nos universités. » Le déficit belge en bons élèves se marquant surtout au niveau du primaire et dans le secondaire inférieur. La situation est à première vue meilleure dans l'année terminale du secondaire... cette amélioration toute relative »... proviendrait... « du fait qu'en poursuivant la scolarisation d'une proportion très importante de nos jeunes, nous évitons le « gaspillage de potentialités » observé dans la plupart des pays sélectifs, et qui atteint dans certains cas des proportions étonnantes. » Et l'auteur conclut en ces termes : « On méditera sur l'étonnante confirmation apportée par les chiffres à l'idée, encore trop combattue aujourd'hui, que la formation des élites passe nécessairement par l'élévation du niveau du plus grand nombre. » (3).

4.4. Un autre choix dans l'argumentation scientifique semble s'imposer. Celui qui envisage l'être humain dans sa totalité, dans sa dimension affective et sociale.

L'évolution affective de l'enfant présente normalement une série de périodes critiques : découverte de son moi, de son sexe, de sa place dans la famille, tant vis-à-vis de chacun de ses parents que de ses frères et sœurs. C'est ainsi qu'un enfant de cinq ans doit encore pouvoir rester dans la famille, à la maison pour accueillir pendant une ou deux semaines le petit frère ou la petite sœur qui vient de naître. Même si une certaine maturité « cognitive » apparaît comment s'assurer de la maturité affective et sociale ? Ce n'est que vers *six ans* que débute pour l'enfant la période dite de « latence » qui le rend tout à fait disponible au travail intellectuel parce qu'il a normalement surmonté toutes les périodes critiques affectives (13).

4.5. En voulant permettre certains passages souples d'un niveau à un autre, ne perd-on pas de vue une des caractéristiques fondamentales de l'enfant, le *besoin de grandir* ? Ne perd-on pas de vue la nécessité qu'il a de se construire ses propres points de repère pour *structurer le temps*, entrer à la « grande école », passer d'une année d'études à l'autre en sont de précieux dans lesquels l'enfant se trouve nécessairement impliqué. Le flou qui présiderait au changement de niveau supprimerait ces repères qui répondent concrètement à son besoin de grandir (8).

5.00 QUELLE EST NOTRE ECOLE PRIMAIRE

5.1. L'organisation de ce niveau d'enseignement tenait compte, dès le départ, des différences de rythmes des enfants soumis à l'instruction obligatoire à date fixe, *ces années d'études étaient organisées par degré*, c'est-à-dire que les « apprentissages » ou connaît une année d'initiation, la deuxième de fixation, d'approfondissement.

Dans certaines régions, cette organisation a toujours été fort bien respectée : il allait de soi que l'instituteur accompagnait ses

élèves pendant les deux années qui constituaient un degré, au moins, ce qui lui permettait une continuité favorable au rythme différent de maturation des enfants.

5.2. Le Plan d'Etudes de 1936, fortement imprégné des conceptions du Dr Decroly, notre grand pédagogue mondialement apprécié, renforçait cette opinion. Ce Plan ne se contentait pas d'aligner un ensemble de connaissances à acquérir, mais s'inscrivait résolument dans une pédagogie basée sur l'intérêt de l'enfant, l'exploration de son milieu, c'est-à-dire l'ouverture de l'école sur la vie réelle de l'enfant, la nécessité pour ce dernier de s'exprimer oralement, par écrit, par le dessin, les travaux manuels. L'enfant devait être actif, pouvoir observer la nature en élevant de petits animaux, en cultivant des plantes... Bref on y retrouvait toutes les idées généreuses du mouvement dit « d'Education nouvelle » qui connut un grand essor entre les deux guerres.

5.3. Cette école primaire-là a-t-elle réellement existé ?

5.3.1. La multitude des pouvoirs organisateurs.

5.3.1.1. La liberté pédagogique est de règle, les subsides sont accordés sur base de l'accomplissement d'un programme de connaissances minimum. Et non sur base de l'application d'une méthode quelconque.

Même dans les communes, l'avis de l'inspecteur cantonal n'est que consultatif, c'est le conseil communal qui nomme le personnel et il tient compte de l'avis de l'inspecteur suivant son bon vouloir.

Aussi dans l'interprétation des textes, retrouvons-nous tous les particularismes des pouvoirs organisateurs. Dans l'application du P.E., certaines régions furent « pour » : la ville de Bruxelles, le canton d'Ath, certaines régions du Borinage, etc... certaines « contre » comme le canton de Tournai.

Ce particularisme se manifeste dans l'application d'une méthode fort proche du P.E., celle inspirée par Freinet, autre pédagogue de la même époque. Elle est introduite par un couple d'instituteurs de Pâturages avant même la parution du P.E. Ils font tache d'huile, le mouvement publie une revue : « L'Education Populaire », c'est-à-dire celle qui veut faire bénéficier tous les enfants de cette pédagogie et non pas seulement ceux qui pouvaient se permettre de fréquenter une école libre et payante : l'école Decroly.

Ce mouvement a toujours un rayonnement dans le pays. Les écoles communales d'Evere et particulièrement l'école Clair-Vivre travaillent suivant cette pédagogie-là.

5.3.1.2. La concurrence scolaire limite les initiatives, certaines pressions exercées sur les enseignants les inhibent ou inhibent leurs supérieurs hiérarchiques. (cf. à Arlon le petit journal local daté du mois de septembre avec force arguments non prouvés invitant les parents à retirer leurs enfants des écoles où on appliquait la méthode globale).

Certains instituteurs appliquant, en isolés, la méthode Freinet sont ainsi souvent en butte à des ennuis, sont en tous les cas rarement soutenus comme ils pourraient l'être.

5.3.1.3. Les enfants étant encore autorisés à changer d'école jusqu'au 1er octobre, alors que la rentrée s'effectue un mois plus tôt, le 1er septembre, un flottement existe qui ne permet pas un bon accueil des jeunes enfants. Des suppressions ou des créations de classe entraînent une perturbation au niveau du personnel, notamment dans les petites classes, où l'on retrouve très souvent les enseignants frais émoulus des écoles normales.

5.3.2. *A-t-on fourni aux écoles les moyens de cette pédagogie ?*

5.3.2.1. Les parents savent combien souvent ils sont sollicités lorsque leur enfant fréquente une école où certaines activités sont organisées en dehors de l'école. Ce sont les parents qui payent les déplacements des enfants. D'où difficultés, dans certains milieux de sortir avec les enfants. Donc pas d'ouverture sur la vie.

Qui paye le matériel de dessin, le papier nécessaire aux nombreux essais qu'exigent les méthodes actives ?

Pour éviter d'utiliser trop de papier, on se contente de copier, et non d'essayer. Il faut des balances pour peser, d'autres instruments de mesure à la disposition des enfants et dans chaque classe, il faut des locaux suffisamment spacieux pour permettre le travail manuel, l'atelier, l'entrepôt d'un matériel de recherche personnelle, un coin vivant où grandissent animaux et plantes. Seule l'école Clair-vivre d'Evre a été conçue suivant cette optique : les locaux ont une superficie double de celle des classes dites conformes. Et combien de classes atteignent les dimensions conformes ?

On ne trouve des classes plus ou moins équipées que dans certaines communes exceptionnellement généreuses, ou bien dans les écoles où les parents et leur association sont généreux. Certaines écoles arrivent à s'équiper en passant le plus clair de leur temps à préparer des fêtes qui rapportent !

Ce qui permet d'avancer l'hypothèse suivante : si certains enfants ont pu travailler suivant l'esprit du PE ce sont d'abord des enfants favorisés, les enfants de milieux dits « défavorisés » pratiquement jamais, faute de moyens.

5.3.2.2. Les classes surchargées : il arrive que des premières années comptent 30 enfants et plus : dans ces cas les méthodes actives relèvent de l'utopie.

5.3.2.3. La lente dégradation de la situation de l'instituteur, n'a plus attiré « les meilleurs » dans ce métier. Les méthodes actives étant moins sécurisantes, ils n'osent pas s'y aventurer, d'autant moins qu'on ne leur en donne pas les moyens.

5.3.3. Les études statistiques sont toujours des analyses globales, elles n'établissent pas, jusqu'à présent, des analyses différentielles suivant les écoles.

5.3.4. A-t-on vraiment toujours voulu respecter cette idée de l'ouverture de l'école sur le milieu réel de l'enfant ? J'ai entendu bien souvent des inspecteurs reprochant à l'instituteur de laisser un enfant parler et écrire son activité du dimanche se « réduisant » à aller au café avec son père et y choisir une boisson qu'il aime : le chocolat !

Seuls les enfants ayant fait du ski ou ayant soigné des animaux dans la ferme du week-end avaient des choses « scolairement valables » à raconter !

Non, l'école primaire accueillante, stimulante centrée sur l'enfant, lui permettant de s'exprimer, d'être actif et par conséquent de suivre son rythme n'existe pas, dans l'ensemble. On ne lui a pas donné les moyens d'exister.

6.00 MAIS VEUT-ON ENCORE TOUJOURS LES METHODES ACTIVES ?

6.1. Les psychologues spécialistes de l'enfance restent unanimes. Les méthodes actives sont les seules qui permettent aux enfants d'évoluer suivant leur rythme, d'assimiler réellement les nouveaux acquis, bref, de penser tout seul de s'épanouir pleinement : le professeur Osterrieth, Jean Piaget dans tous ses derniers ouvrages de synthèse, Mialaret, et tous ceux qui ont eu l'occasion de voir évoluer des classes actives (8) se prononcent dans ce sens.

Ne sont-ce pas les méthodes actives qu'on a essayé d'introduire en rénovant le secondaire ?

6.2. Au niveau du discours, des généralités, personne ne semble mettre en doute la valeur des méthodes actives. Mais au niveau des « exemples » fournis dans les nouveaux programmes du maternel, d'application actuellement, il n'en va pas de même : c'est la scolarisation pure et simple, c'est effectivement du « pré-primaire », une préparation à « réussir des tests ». Certes, il ne faut pas apprendre à lire à 5 ans, mais il faut que l'enfant sache classer un mot écrit dans un dictionnaire; c'est l'enseignement formel dans toute sa splendeur comme les jésuites enseignant la grammaire latine sur des textes édulcorés, qu'il ne fallait surtout pas comprendre ! (14) Il faut reconnaître des sons dans des mots qu'on dicte, etc. Et la musique, et les comptines ? Abandonnés ? Cela donne déjà les résultats suivants : dans une école de la région carolorégienne la veille du carnaval : les grands du jardin d'enfants s'échinaient à copier du tableau cinq ou six mots ayant trait au carnaval... alors que les enfants de la première année primaire se promenaient, déguisés, dans le village. L'instituteur de première année en était encore à l'esprit du PE qui respecte l'enfant, l'institutrice maternelle, elle, se conformait aux nouvelles directives. Des enfants de trois ans auxquels on présente quelques voitures, un circuit en leur demandant ce qu'on pourrait bien en faire répondent en chœur : des « ensembles ». Déjà drillés, scolarisés, l'imagination bloquée à trois ans !

Sans l'affirmer ouvertement, par le biais des exemples pratiques on « scolarise » l'école maternelle, on y introduit « le dressage ». Laissant les méthodes actives pour ceux qui arriveront dans le secondaire rénové ? ?

7.00 EN GUISE DE CONCLUSION

7.1. Il semble qu'aucune mesure strictement pédagogique ne peut pallier une politique à court terme qui ne fait pas l'effort financier nécessaire, qui ne s'insère pas dans un projet global démocratique. Messieurs De Croo et Humblet sont loin du compte !

Le pari basé sur des apprentissages « cognitifs » plus tardifs semble plus favorable à l'épanouissement de l'enfant, d'un enfant vivant dans une société à dimension humaine. Le pari inverse, celui qui veut hâter les apprentissages est générateur d'échecs beaucoup trop nombreux, il ne tient compte que d'une optique qui pense l'enfant en terme d'outil de « production à court terme ». (15)

Aucun moyen scientifique n'existe permettant de réellement prédire l'évolution future de l'enfant sans en même temps le classer dans une catégorie qui le marquera profondément, et cette évaluation se réduira finalement à une sélection sociale.

7.2. Il faudrait donc avant de « réformer » une fois de plus, sans être davantage certain que cette nouvelle réforme soit poursuivie au-delà de la présence de ses promoteurs actuels, s'attaquer aux problèmes réels :

7.2.1. Normes de population à adapter en général et en particulier pour les enfants les plus jeunes.

7.2.2. Poursuivre la valorisation des enseignants du maternel et du primaire, en ne les obligeant plus à accomplir d'autres fonctions que celles qui leur incombent. En les payant décemment. Prévoir des cycles de formation permanente intégrée dans leur activité avec remplacement prévu, et organisé.

7.2.3. Rendre les locaux scolaires fonctionnels, habitables, fournir le matériel nécessaire pour une pédagogie axée sur l'enfant, et particulièrement à ceux qui en ont le plus besoin, donner aux écoles les possibilités de déplacement dans le cadre des activités normales.

7.2.4. Essayer de généraliser l'habitude de confier un degré à un instituteur afin que celui-ci puisse suivre pendant plus d'un an des enfants en cours d'acquisition.

7.2.5. Trouver une autre solution que cette possibilité d'inscrire les enfants dans les écoles jusqu'au 1er octobre, pourquoi ne pas donner une date limite, le 30 juin par exemple, ce qui permettrait de commencer réellement le 1er septembre !

7.2.6. Envisager sérieusement de se pencher sur les écoles qui ont pu travailler dans l'esprit du PE, d'analyser leur travail, les résultats obtenus non en termes d'apprentissages cognitifs mais en termes d'épanouissement de la personnalité.

7.2.7. Arrêter la « scolarisation » de nos écoles maternelles.

7.30 Laissons donc nos enfants de 5 ans à l'école maternelle.

Mais une école maternelle bien encadrée, avec des classes aux normes de population peu élevées, équipée de locaux adéquats permettant les évolutions des enfants, munie d'un matériel varié et nombreux qui permet l'activité des enfants, le développement de leur imagination. Une école maternelle qui mène l'enfant à la connaissance de son schéma corporel, à la structuration de l'espace, à l'autonomie, à son développement social.

Le dessin, les travaux manuels, dont le travail de la terre glaise, la cuisine, la lessive, le nettoyage, toutes activités qui entraînent les enfants à la maîtrise des mouvements : casser un œuf sans en faire un œuf brouillé, éplucher des légumes en laissant quelque chose du légume, manipuler de l'eau sans faire du local une piscine, et toutes ces activités sont l'occasion de communications entre enfants, de développement du langage, de découvertes mathématiques nombreuses.

Tourne-disques, enregistreur permettant le développement de l'écoute des sons, de la musique, d'enregistrer leurs productions diverses : chants, poèmes, comptines, jeux qui exercent les enfants à la maîtrise des sons de la langue, dans des activités où l'enfant est engagé pleinement, totalement.

Animaux, plantes à soigner, à voir grandir, pousser. Une cour, grande, où les jeunes enfants ne seraient pas bousculés par de trop grands, mais où ils pourraient disposer des engins du type cage à poules, toboggan, anneaux, trapèze à leur hauteur, où ils pourraient disposer de vélos à deux ou trois roues, de voitures qu'ils conduiraient en s'initiant aux difficultés de la circulation; où ils pourraient s'ébattre dans un grand et profond bac à sable.

Ne pourrait-on pas déjà les initier à la nage ?

Une école maternelle qui développe le sens social des enfants en leur confiant de petites responsabilités à accomplir pour le groupe, où ceux qui peuvent, aident ceux qui ne peuvent pas encore, ce qui suppose également l'existence de moments (ateliers) où se retrouvent des enfants d'âges différents.

Une école maternelle qui fait place à des activités libres où l'enfant travaille suivant son rythme à ce qu'il aime. Une école maternelle basée sur les besoins de l'enfant, et qui fasse droit à sa réalité sociale. Dans une telle école, l'enfant aimera se rendre, il ne faudra pas l'y obliger.

BIBLIOGRAPHIE

(1) Structures d'accueil et d'éducation des enfants jusqu'à douze ans, in Supplément à la « Revue des Enseignants socialistes », n° 14, 1970.

(2) Formation des maîtres, in Supplément à la « Revue des Enseignants socialistes », n° 5, 1968.

(3) A. Grisy : « L'enseignement belge forme-t-il trop peu de bons élèves ? », in « Revue de l'organisation des études », janvier 1974.

(4) C. Billet et J. Nizet : « L'éagilité des chances ou la grande illusion », in « Revue Nouvelle », septembre 1974.

(5) Le « rénové » est-il malade ? in « Drapeau Rouge » du 26-11-74.

(6) Etudes et documents. Ministère de l'Education nationale. Statistiques n° 3, 1973.

(7) J. Nizet et G. Deprez : « Doubler à l'école primaire : une condamnation sans appel », in « Revue Nouvelle », septembre 1973.

(8) Osterrieth : Faire des adultes, Dessart — J. Piaget : Psychologie et pédagogie — G. Mialaret : Introduction à la pédagogie, PUF ; L'apprentissage de la lecture, PUF ; L'apprentissage des mathématiques, Dessart.

(9) A. Gesell et F.L. Ilg : Le jeune enfant dans la civilisation moderne, PUF, p. 39.

(10) L. Gotovitch : « A propos de la lutte contre les handicaps socio-culturels en éducation », « Cahiers marxistes », février 1974.

(11) L. Gotovitch : « Quelques réflexions à propos de la pédagogie », « Cahiers marxistes », juillet-août-septembre 1973.

(12) G. De Landsheere : « Evaluation continue et examens, précis de docimologie », Labor, p. 26.

(13) A. Colette : Introduction à la psychologie dynamique, ULB, p. 111.

(14) La réforme de l'enseignement préscolaire. Le langage. Ministère de l'Education nationale, 1974.

(15) E. Le Shan : Complot contre l'enfance, Stock, (1969).

Marxisme et christianisme

« Ce n'est pas sans fondement que la position traditionnelle, chez les marxistes aussi bien que chez les chrétiens, affirme l'incompatibilité entre marxisme et christianisme. Ce conflit est indéniable. Il est global et radical. Toute tentative de le minimiser fausserait d'emblée la démarche. Elle la condamnerait à la superficialité et à l'éclectisme » (1).

Le propos est clair.

L'homme qui le tient est cependant celui-là même qui se proclame chrétien ET marxiste et qui, en raison de cette position, subit de la part de l'Eglise-institution des tracasseries continues.

Car cet homme est prêtre. Il s'appelle Giulio Girardi.

Les Cahiers marxistes ont évoqué son combat, de manière épisodique, dans la rubrique « Diagonales » de leur livraison de février.

Nous voudrions reprendre le dossier pour tenter d'en dégager la signification, du point de vue du mouvement ouvrier et de la lutte pour le socialisme.

D'abord, quelques mots pour situer G. Girardi.

Agé de 49 ans, Italien, prêtre (Salésien de Don Bosco) depuis 1942, G. Girardi a enseigné la philosophie à l'université salésienne de Turin jusqu'en 1969. Ecarté de cette université en raison de ses orientations doctrinales, il a enseigné pendant trois ans à l'Institut

(1) « Vers de nouveaux rapports entre marxisme et christianisme », dans la revue française « Lumière et Vie », n° 117/118 - 1974, page 169.

catholique de Paris, puis à l'Institut « Lumen Vitae » à Bruxelles. Ici et là, cependant, des raisons politiques ont amené son éloignement ou son exclusion. Certains de ses collègues de « Lumen Vitae » et ses étudiants ont fait en sorte que G. Girardi puisse poursuivre son enseignement par une voie « parallèle » à Bruxelles.

Mais Giulio Girardi n'est pas qu'enseignant. Il milite notamment parmi les Chrétiens pour le socialisme, tant en Italie que sur le plan international. Par ailleurs, un de ses projets les plus chers est de participer à Turin, après les vacances d'été, à une recherche sur la conscience de classe des travailleurs. Cette recherche dont la Fédération unitaire des Métallurgistes (FUM) prépare la mise sur pied, aura une double originalité : d'une part, ce sont les travailleurs eux-mêmes et leurs structures de base (conseils d'usine, conseils de zone, conseils de quartier, etc.) qui seront les protagonistes de cette action culturelle, avec l'aide de quelques « intellectuels organiques », dont Girardi. D'autre part, la recherche sera menée en commun par marxistes et chrétiens, à partir de la communauté de lutte qui se réalise notamment au niveau syndical.

En présentant son cours « *Théorie et praxis dans la pensée marxiste* », G. Girardi situe, d'entrée de jeu, la cohérence profonde existant entre le contenu du cours et les conditions dans lesquelles il se déroule. « La répression que suscite une recherche comme celle que nous essayons de mener vient justement de ce que c'est la remise en question à la fois d'un système ecclésiastique et d'une culture dont ce système fait partie, et finalement d'un système social global dans lequel cette Eglise et cette culture s'inscrivent. » Rattachant le conflit mineur, vécu par le professeur, les élèves et la hiérarchie à propos du cours interdit, avec « le grand problème de l'humanité », Giulio Girardi évoque le pouvoir écrasant des sociétés multinationales, leur immense opération d'expropriation des peuples, et met en cause le système d'exploitation capitaliste, la logique de la productivité qui est le sien, et la culture qu'il secrète.

Son cours est d'abord une analyse des conditions dans lesquelles cette culture s'est développée, des mécanismes par lesquels elle façonne les consciences. Analyse qui n'a de signification, indique-t-il, que dans la mesure où elle débouche sur l'élaboration d'une alternative. La prise de conscience à laquelle invite le cours n'a de sens « que si elle ne fait qu'un avec une prise de parti. »

Quel marxisme ?
Quel christianisme ?

Dès lors s'éclaire la fonction que Girardi assigne à son enseignement. Car l'analyse de la société, de la culture dominante, et la recherche de l'alternative sont menées en recourant au matérialisme historique. Le cours s'inscrit délibérément à l'intérieur de la pensée marxiste, et se veut militant. « C'est, précise son auteur, une recherche qui est menée avec la conviction que le marxisme nous offre des instruments privilégiés pour la compréhension de cette culture et pour l'élaboration d'une alternative. »

Comment expliquer ce recours au marxisme, cette insertion volontaire dans le courant marxiste par un chrétien qui reconnaît au départ qu'il y a entre marxisme et christianisme « conflit global et radical » ? De quel marxisme, de quel christianisme est-il question ? Ne s'agit-il pas, en fin de compte, d'une dénaturation du marxisme, et débouche-t-on sur autre chose que sur la confusion et l'amalgame ?

Nous laisserons d'abord Girardi répondre à cette question, que nous ne sommes pas les premiers à lui avoir posée.

La relation nouvelle qu'il définit entre marxisme et christianisme est une relation dynamique et dialectique, dont le point de départ est davantage, dit-il, une expérience qu'une étude de textes.

— « Je voudrais, précise G.G., me référer à l'exigence ressentie par des militants chrétiens, exigence de cohérence interne, et qui est à l'origine de leur démarche. Les chrétiens militant pour le socialisme vivent leur foi à l'intérieur d'une pratique révolutionnaire; ces deux expériences sont liées à des contextes culturels, à des systèmes de pensée opposés l'un à l'autre. Or, pour penser leur pratique révolutionnaire, ils se réfèrent au marxisme qui leur apporte un instrument d'analyse, une stratégie, une direction de recherche. Ces militants chrétiens se déclarent donc marxistes. Cela signifie que le marxisme n'est plus pour eux un système de pensée étranger, que l'on combat ou avec lequel on dialogue. Cela signifie qu'ils cherchent dans la même direction et avec les mêmes instruments d'analyse que les marxistes. Mais cela ne signifie pas qu'ils assument un système de vérités toutes faites.

— Mais le marxisme n'est pas « un système de vérités toutes faites » n'est pas un dogme...

— « Nous sommes bien d'accord. Théorie de la révolution, le marxisme ne peut en effet être fidèle à lui-même que s'il se confronte constamment aux situations multiples et changeantes dans lesquelles s'inscrit l'action. Théorie scientifique, il cesse de l'être dès qu'il renonce à vérifier constamment ses thèses et à les renouveler en fonction des nouvelles données. Philosophie de la praxis, il doit poser les questions à partir des exigences mouvantes de la science et de l'action. Pas plus que le christianisme, le marxisme n'est achevé, figé. Nous les voyons l'un et l'autre en mouvement. Aussi notre recours au marxisme est-il critique : nous le percevons comme un champ de recherche à l'intérieur duquel nous prenons nos responsabilités, à l'intérieur duquel nous croyons même avoir quelque chose à apporter. Cela implique certaines remises en question, notamment à propos du lien entre matérialisme historique comme théorie scientifique d'une part et, d'autre part, ontologie matérialiste comme théorie philosophique d'autre part. Il ne me paraît pas évident que ce lien soit obligatoire, et c'est aussi l'avis de marxistes non-chrétiens, qui affirment l'autonomie du matérialisme historique par rapport à tout matérialisme ontologique. Marx lui-même n'a d'ailleurs pas considéré le matérialisme philosophique comme un présupposé du matérialisme historique.

Face au
matérialisme
dialectique

— Mais comment vous situez-vous par rapport au matérialisme dialectique ? Car s'il est vrai que Marx n'a pas utilisé lui-même cette formule, Engels indique explicitement comme les deux éléments de la pensée marxiste, d'une part la conception matérialiste de l'Histoire, et de l'autre, la méthode dialectique qui s'intègre à cette conception ? Y a-t-il là aussi, pour vous, une « remise en question » ?

— « Cette question appelle une réponse nuancée. En essayant de la formuler (très synthétiquement), je ne prétends pas le faire au nom de l'ensemble des chrétiens marxistes, qui n'ont pas, en la matière, de position officielle mais simplement rendre compte de ma propre recherche.

Pour bien poser la question, il me semble essentiel de commencer par une tentative de caractérisation du marxisme. Celle-ci est donnée en fait à partir de centres de perspectives différents. Je crois en voir notamment quatre, que j'appellerai, en simplifiant un peu, ontologique, anthropologique, scientifique, politique. La caractérisation *ontologique*, qui est notamment celle des manuels soviétiques, d'origine stalinienne, voit le fondement du système dans le matérialisme dialectique, entendu comme une philosophie de l'être, c'est-à-dire de la matière en mouvement dialectique. Dans le marxisme humaniste, en revanche, qui prend par rapport à la scolastique stalinienne une attitude polémique, la caractérisation est *anthropologique* : c'est une philosophie de l'homme et de l'histoire, axée sur le rôle de l'initiative historique de l'homme. Face à ces deux interprétations philosophiques, d'autres courants dont celui d'Althusser, considèrent que le marxisme de la maturité est essentiellement une *science* de l'histoire, qui s'instaure par une « coupure épistémologique » vis-à-vis de toute vision du monde, qu'elle soit ontologique ou anthropologique. Il existe enfin une caractérisation de type *politique* pour qui le marxisme est essentiellement une théorie de la révolution, dont les aspects scientifiques et philosophiques sont marqués d'une manière déterminante par la prise de parti socialiste, classiste, révolutionnaire.

C'est dans cette dernière ligne que s'inscrit ma propre interprétation du marxisme. Comment se pose, dans cette optique, le problème du matérialisme dialectique ?

Le noyau de la théorie de la révolution est constitué ici par le matérialisme en tant que théorie scientifique. Ce matérialisme est lui-même dialectique, dans un double sens. D'abord parce qu'il place au cœur de la réalité économique la lutte des classes (et s'oppose ainsi à toute conception de la réalité sociale, fût-elle matérialiste, de type organiciste ou fonctionnaliste). Ensuite, parce qu'il considère que le rôle déterminant « en dernière instance » de l'économie n'exclut pas l'autonomie relative des autres sphères, de la formation sociale et, par conséquent, leur action en retour sur la base économique (il s'oppose ainsi à une conception économiste ou mécanique).

Mais en parlant de matérialisme dialectique, on pense plutôt à une théorie plus vaste que le matérialisme historique (même dans son acception dialectique) et dont celui-ci serait un secteur. Cette théorie peut être soit scientifique, soit philosophique.

Le matérialisme dialectique en tant que théorie scientifique implique la possibilité d'établir, entre les différentes sciences de l'homme et de la nature, une connexion assez forte, pour constituer une conception scientifique unitaire du monde.

Cette thèse, je la considère, en ce qui me concerne, comme une hypothèse très séduisante, mais que, en raison des limites de ma compétence dans le domaine des sciences exactes, je ne me sens pas en mesure de vérifier. Je me bornerai donc à faire à son sujet quelques remarques. Cette universalité de la science marxiste, si féconde soit-elle, n'est pas essentielle à la théorie de la révolution en tant que telle. Cependant, les objections qui pourraient être formulées à son sujet ne peuvent pas venir de présupposés philosophiques ou religieux, mais doivent se placer sur le terrain scientifique. Ceci suppose naturellement que la théorie demeure elle-même

sur son propre terrain, et ne s'aventure pas dans des spéculations sur l'origine et la fin de l'univers.

Dans la mesure, en revanche, où le matérialisme dialectique prétendrait demeurer une théorie scientifique, et se prononcer sur le problème de Dieu, je serais obligé de dénoncer cette absence de rigueur, qui consiste à placer sous l'autorité de la science des affirmations que celle-ci est incapable de vérifier.

Nous sommes ainsi renvoyés au matérialisme dialectique en tant que système philosophique d'après lequel c'est la matière et non une conscience, qui est à l'origine de la réalité. Je distinguerais, à ce sujet, la question du matérialisme et celle de la dialectique. La dialectique est ici un ensemble de lois philosophiques universelles, de la matière, dont les « lois de l'histoire » seraient une application. Ces affirmations ont, à mon avis, une base théorique très fragile. Elles deviennent en fait une entrave à une analyse objective de la réalité. Quoiqu'il en soit, elles ne sont nullement exigées par le matérialisme historique ni en particulier par la dialectique en tant que théorie scientifique.

Reste donc le matérialisme ontologique. Je voudrais l'aborder également, non pas à partir des exigences de la foi chrétienne, mais de celles de la révolution socialiste. Celle-ci appelle effectivement, me semble-t-il, une vue matérialiste du monde en tant que condition de la science et de la pratique révolutionnaire dans la mesure où elle refuse toute réalité qui se placerait en concurrence et en alternative avec elles : c'est ainsi qu'elle refuse une initiative et un dessein transcendants, dont les hommes seraient les exécutants; elle refuse une explication spirituelle de l'histoire, qui prétendrait remplacer l'explication scientifique; elle refuse une espérance escatologique, qui détournerait les hommes de l'espérance historique, etc.

Ces exigences excluent-elles l'hypothèse d'une réalité irréductible à l'histoire, d'une espérance dépassant l'histoire, qui ne seraient pas en concurrence avec l'engagement total dans l'histoire ? Le matérialisme ontologique répond par l'affirmative.

Mais dans la mesure où cette affirmation n'est pas le fondement de la théorie révolutionnaire, et où de plus, elle n'est pas exigée par celle-ci, il me semble légitime de s'en écarter, comme je le fais, sans pour autant considérer ce rejet comme une rupture par rapport à l'inspiration centrale du marxisme.

Ceci dit, nous ne voyons pas qu'un outil d'analyse dans le matérialisme historique : c'est aussi une théorie marquée par une prise de parti. L'analyse s'inscrit dans une perspective de transformation révolutionnaire, et n'est qu'un moment du processus de cette transformation.

Par ailleurs, nous procédons aussi à des remises en question du christianisme. Il s'agit pour nous d'une tentative de vivre une expérience de relation avec le Christ, considéré comme une réalité vivante et créatrice. Aux yeux de certains — et ils sont nombreux — cette conception dynamique du christianisme nous prive du droit d'être appelé chrétiens. Comme aux yeux de certains marxistes, le fait de dissocier matérialisme historique et ontologie matérialiste nous prive du droit d'être appelé marxistes. S'il ne s'agit que d'étiquettes, cela m'est assez indifférent. Sur le fond cependant, je suis profondément convaincu de m'inscrire dans le courant de recherche

marxiste. Et à propos du tabel de chrétien, je voudrais rappeler que si on est très étonné de voir associées des notions comme christianisme et socialisme, on a longtemps trouvé normal, voire légitime, de voir accolées les notions de christianisme et de capitalisme, ou de christianisme et de fascisme. Au Portugal, les évêques se sont tus pendant cinquante ans devant la collusion de l'Eglise et du fascisme, et aujourd'hui, soudain, ils manifestent leur intérêt pour la Liberté. Est-ce un réflexe de la foi ? Non, c'est un réflexe de classe, d'une classe qui s'est approprié le christianisme. Nous pensons que le Christ est le bien des classes exploitées et qu'elles doivent se le réapproprier en le *renouvelant*. »

A ce point du raisonnement de Giulio Girardi, il apparaît que le marxisme dont il se réclame postule le recours au matérialisme historique, c'est-à-dire à une théorie scientifique qui 1) lui permet d'analyser l'histoire en termes de lutte de classes; 2) le mène à prendre parti contre la classe exploiteuse et dominante; 3) le fait prendre parti pour le socialisme. Il apparaît aussi qu'il prend ses distances par rapport au matérialisme philosophique.

Et l'athéisme dans tout cela ?

Et l'athéisme ?

Certes, les classiques du marxisme n'ont pas situé l'athéisme au centre de leurs préoccupations théoriques et pratiques. L'aliénation économique et sociale passe bien avant l'aliénation religieuse, et la lutte contre un système d'exploitation des hommes passe bien avant la lutte contre Dieu et la religion. On peut tranquillement affirmer que l'athéisme est SECOND chez Marx, et aussi chez Lénine (2). Ce dernier, qui a laissé peu de textes sur la religion, a toujours abordé le problème à l'occasion et sous la dépendance d'une autre question. Néanmoins, si l'athéisme est second, il est présent. Comment les chrétiens marxistes peuvent-ils s'en accommoder ?

Girardi répond à cette question par une autre question.

« — Ce qui pour les uns est une solution, est pour les autres un problème. Le problème est le suivant : pourquoi cette théorie de la révolution qu'est le marxisme a-t-elle dû être athée ? Question extrêmement grave, la plus grave peut-être pour le christianisme d'aujourd'hui. Parce que l'incompatibilité entre marxisme et christianisme s'enracine essentiellement (bien que non exclusivement) dans l'incompatibilité entre christianisme et révolution. Toutes les révolutions modernes se sont faites contre le christianisme. Et ceci pour des raisons structurelles : en raison de son alliance historique avec les classes dominantes, le christianisme depuis Constantin s'est développé sur le plan de la pensée, de l'organisation, de l'action comme un mouvement contre-révolutionnaire. C'est pourquoi une pensée révolutionnaire élaborée dans un contexte chrétien, devait aboutir à l'athéisme. Cet athéisme, si souvent invoqué dans le procès contre le marxisme, ne serait-il pas au moins autant un procès contre le christianisme ? Les chrétiens révolutionnaires sont les mieux placés pour saisir cette contradiction historique, car ils se heurtent constamment, sur les chemins de leur engagement, à la résistance du christianisme aussi bien en face qu'à l'intérieur d'eux-mêmes. Une contradiction donc, qu'ils vivent dans leur chair, qui

l'athéisme
matérialisme
de la
conscience
est une
arme universelle
contre la foi
religieuse !
V.L.

(2) Voir dans ce numéro, sous la rubrique « Livres », les notes relatives à « Philosophies et religion », un recueil de conférences données sous l'égide du CERM à Paris, et publié par les Editions Sociales.

n'oppose pas uniquement deux systèmes de pensée, mais deux dimensions de leur propre existence. Une contradiction qui est pour eux un déchirement intérieur. Le problème de l'athéisme se trouve donc posé, plus que par le marxisme, par la dynamique elle-même de l'engagement; il concerne pour le chrétien révolutionnaire, plus son propre athéisme que celui de ses interlocuteurs. »

Loin de l'éluder donc, Girardi englobe en quelque sorte le problème de l'athéisme dans son double combat pour le socialisme et pour un autre christianisme, un christianisme qui a rompu avec la classe et la culture dominante, et qui s'affirme dans la construction d'une alternative. Il n'hésite pas, dans cette perspective, à rappeler aux marxistes athées qu'ils ne peuvent abandonner la lutte anti-religieuse « dans la mesure où elle représente un secteur de la lutte des classes ». Mais, ajoute Girardi, « dans cette mesure seulement », tant il est vrai que la lutte des classes n'a « rien à voir avec les discriminations vis-à-vis des croyants, parce que croyants ».

Rencontre, ou
synthèse, non

Il reste que si on comprend le cheminement d'un Girardi, si on peut comprendre le besoin de synthèse ressenti par les chrétiens révolutionnaires, la notion de *synthèse entre marxisme et christianisme* est difficilement admissible. Qu'il y ait rencontre, et même fécondation mutuelle, soit. Mais synthèse, non. Car en admettant même que le christianisme de Girardi et de ses amis soit « nouveau » — puisqu'il apparaît comme un stimulant de la lutte révolutionnaire — comment admettre qu'il ne relève pas de l'idéalisme ? Et comment opérer une synthèse entre idéalisme et matérialisme ?

Problème de mots ? Nous ne le croyons pas. Mais problème dont il faut bien voir qu'il ne se situe pas au niveau pratique de l'action militante. En effet, à l'instar de bien d'autres partis communistes, le Parti communiste de Belgique ne formule comme condition à l'adhésion de nouveaux membres que l'accord sur ses buts et son programme. Aucune exigence ne figure dans les statuts du PCB à propos du recours à quelque matérialisme que ce soit. Cela signifie que sur le plan de l'action politique des communistes, aucun préalable philosophique explicite n'existe. A plus forte raison, le PCB peut-il s'allier avec un autre parti politique sur la base d'un programme ou d'objectifs communs, sans que pareil préalable ne soit formulé.

« S'il ne s'agit que d'étiquette, être oui ou non appelé marxiste m'est assez indifférent », a dit Girardi.

C'est vrai que les étiquettes ont peu d'importance, et qu'il est loisible à chacun d'en fabriquer, en proclamant que seules celles-là sont authentiques...

A considérer attentivement les écrits, la démarche et l'action de Girardi, il apparaît évident qu'ils portent la marque du matérialisme historique, qu'ils s'inscrivent dans une lutte anticapitaliste et antiimpérialiste, dans une lutte pour une société socialiste. Avec des apports originaux (où l'on retrouve l'héritage de son compatriote Gramsci) dans l'analyse des aliénations culturelles. Avec des critiques souvent acerbes sur des aspects du socialisme réalisé, mais sans jamais renvoyer dos à dos socialisme et impérialisme. Avec parfois une tendance à prêter aux pays capitalistes développés ce qui est surtout valable pour l'Amérique latine (c'est ainsi que les multinationales occultent finalement les monopoles « nationaux »).

Mais globalement, la recherche de Giulio Girardi nous apparaît d'une réelle fécondité.

Nous lui avons demandé s'il ne croyait pas que cette recherche était, peut-être malgré lui, aristocratique et élitiste. En d'autres mots, nous lui avons demandé, non pas combien de divisions il représentait, mais si le niveau de sa réflexion n'en faisait pas un homme seul.

Une certaine
représentativité

Sa réponse a été négative.

« — Sans doute, nous a dit Girardi, ai-je commencé à travailler « en chambre », en isolé. Mais je me suis aperçu assez rapidement que ma recherche n'était pas affaire personnelle, qu'elle exprime la recherche de secteurs assez importants du monde chrétien. La question que vous posez, sachez qu'en tous cas, je me la suis posée, et que je continue à me la poser il ne m'intéresse nullement en effet de constituer une « avant-garde autoproclamée », sans impact sur les masses. En réalité, beaucoup de chrétiens qui ne sont pas des philosophes, qui ne sont pas des spécialistes, se re-connaissent dans ma démarche et la soutiennent. Ils en témoignent par des réactions sans ambiguïté. C'est cela qui compte. Et il me paraît significatif d'être aussi sollicité que je le suis : alors que je travaille en dehors de toute structure d'Eglise, je suis vraiment surchargé et je ne parviens pas à répondre aux demandes. Pour le surplus, il se trouve un secteur non négligeable de l'opinion qui sans me soutenir considère qu'il faut prendre mes travaux en considération. Quand je donne une conférence, par exemple, en Italie, en Espagne ou en Amérique latine, je trouve des audiences qui dépassent, et de loin, celle d'un chercheur isolé.

Bien entendu, il n'est pas aisé de mesurer la représentativité de pareil courant. Le mouvement des Chrétiens pour le socialisme peut cependant nous y aider. Parti d'Amérique latine, ce mouvement est en train de se développer surtout en Italie, en Espagne, au Portugal. Je pense que c'est en Italie que sa base de masse est la plus réelle. Cela tient notamment au fait qu'en Italie, les chrétiens « contestataires » se recrutent aussi dans les rangs du mouvement ouvrier et, par exemple, au sein des ACLI (3). En tout état de cause, devait encore déclarer Giulio Girardi, la rencontre marxisme-christianisme ne concerne pas seulement des intellectuels. C'est, au moins dans quelques pays, l'affaire de couches assez importantes du monde chrétien. »

Et en Belgique ? Nous donnerons ici un avis personnel. Le mouvement des Chrétiens pour le socialisme est encore en train de se chercher. Il ne bénéficie pas, comme en Italie, d'appuis de masse au sein du mouvement ouvrier, mais il n'en n'est pas coupé pour autant. Sa quête est difficile, parfois confuse et on peut penser que le pragmatisme, dont le mouvement ouvrier belge porte si profondément la marque, n'y est pas étranger. Malgré des obstacles et des écueils évidents, la progression des Chrétiens pour le socialisme nous paraît néanmoins réelle, en Belgique aussi.

De toutes manières, même si les avancées sont lentes et tourmentées, le recours explicite et de plus en plus large de milieux

(3) ACLI, Association chrétienne des travailleurs italiens est une organisation ouvrière culturelle de masse.

chrétiens au matérialisme historique revêt une portée qui dépasse le monde chrétien. Quand Girardi écrit qu'il faut constamment en revenir au vrai problème, à savoir « *Le capitalisme est-il, oui ou non, un système d'exploitation et de domination ? Les hommes peuvent-ils, oui ou non, construire une société différente, qui pose les conditions de la liberté et de l'amour ?* », il met l'accent — avec son vocabulaire propre — sur une dimension immédiate et importante de notre lutte. « *Pour ceux qui considèrent que les rapports établis par le système capitaliste sont enracinés dans la nature des choses, écrit G.G., ou du moins dans la rationalité économique, l'alternative est impossible. Mais il doit être clair que pour eux, le refus du marxisme signifie tout simplement le refus de la révolution et l'adhésion au système capitaliste. Cette distinction entre le sens superficiel et le sens profond des débats est capitale pour saisir la portée réelle du rapport avec le marxisme.* »

Les derniers congrès du PCB ont souligné l'importance que revêt l'irruption de couches sociales nouvelles dans la contestation de « l'ordre » capitaliste. Ils ont mis en lumière l'importance que revêt, sur le plan de la lutte politique, le rayonnement croissant du marxisme. C'est dans cette optique qu'il nous faut mesurer ensemble l'apport et les potentialités que représente le courant des chrétiens qui se réclament du marxisme.

ROSINE LEWIN

La nouvelle chanson populaire

Après des tables rondes sur l'enseignement rénové, sur « L'An 40 », sur l'éducation sexuelle, sur « l'affaire Soljenitsyne », et de plus récentes sur Information radiotélévisée et mouvement ouvrier, Luttés urbaines et lutte politique (*), treize interlocuteurs se sont retrouvés autour du micro des Cahiers marxistes, pour discuter de la portée de la « nouvelle chanson populaire ».

Thème futile, diront certains. Thème insuffisamment approfondi, estimeront d'autres. De fait, la chanson populaire est à coup sûr un problème mineur si on le détache de son contexte économique, social et politique. Mais c'est la démarche inverse qui a été adoptée. Que par ailleurs, les questions amorcées n'aient pas été épuisées au cours de deux rencontres, c'est évident. Tel quel, cet échange de vues peut néanmoins, pensons-nous, ouvrir quelques pistes de réflexion dans le domaine des responsabilités du mouvement ouvrier face à la culture.

Le point de départ du débat a été une note rédigée voici quelques mois par notre ami Jean Braipson, et dont voici le texte.

— On assiste depuis quelques temps au Canada, en France, en Belgique à une renaissance du folklore musical, surtout rural, mais également urbain (chants de travail, de lutte...) — qui s'exprime de manières diverses (retranscription pure de chansons originales, interprétations nouvelles, commentaires).

— En Belgique, le travail de « collecte » en Flandre étant poussé depuis plusieurs années a déjà abouti à la renaissance d'un riche répertoire très élaboré et à la formation de groupes folkloriques bien rodés (De Vlier, Rum entre autres). Il y a même chez certains interprètes (Wannes Van de Velde, Walter De Buck...) dépassement du folklore, par des chansons nouvelles, s'appuyant sur le folklore.

(*) Voir N° 11 et 15 (ancienne série) ainsi que N° 3, 5, 9 et 13 (nouvelle série) tous encore disponibles au prix de 50 F.

En Wallonie, la « collecte » a commencé plus tard, mais a déjà donné des résultats appréciables (recherches menées entre autres par Claude Flagel, Françoise Lempereur, Pierre Coulon, Julos Beaucarne, Bernard Gillain, etc...). Des groupes très vivants sont nés (Les Pêleteûs, Lu Gauw, les Zunants Plankets, les Coulonneux,...).

— Certains chanteurs (Julos Beaucarne et Jofroi, par exemple) ayant « assimilé » le folklore ont un répertoire qui renoue avec une chanson populaire dont le contenu est riche de poésie et souvent « engagée ».

— Tout ce bouillonnement dans nos régions n'est pas à séparer du travail entrepris précédemment aux USA, entre autres par un Pete Seeger. La démarche est souvent la même : recherche du contexte social des chansons populaires du passé, pour aboutir à un nouveau folklore, très souvent revendicatif et de combat, en tous cas contestataire.

— Une constatation : cette nouvelle chanson populaire rencontre un succès grandissant surtout auprès des jeunes.

— Quelle est dans ce succès la part du snobisme et celle de la prise de conscience (retrouver et sauver des richesses du passé, en vue d'un progrès ?). Y a-t-il vraiment prise de conscience, tant de la part du public que de la part des artistes ? La volonté de progrès, le souci de l'avenir sont-ils vraiment présents ? Est-ce un hasard si cette renaissance va de pair avec des revendications nationales ou régionales (Occitanie, Bretagne, Québec, Wallonie, Flandres, etc.) ?

— Où en est-on ? Où va-t-on ?

Quelle est la part de « récupération » par la bourgeoisie ?

Quelle peut être la part du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour promouvoir une action culturelle dans ce domaine ?

Cette note a circulé, assez lentement il est vrai, parmi des groupes d'artistes et d'« usagers », suscitant un certain nombre de réponses écrites. Dans une deuxième phase, l'invitation à une table ronde des Cahiers a suscité un vif intérêt. Ceux qui ont accepté d'y donner suite ont ouvert le débat en se présentant eux-mêmes aux lecteurs de la revue dans les termes que voici.

Jean Bralpson : Linotypiste. C'est avec un très vif intérêt que je suis les recherches de groupes ou d'artistes tels que Julos Beaucarne, Jofroi, etc... Mais je ne suis qu'un consommateur de chansons.

Francis Chenot : Journaliste (et poète), très intéressé par l'animation culturelle.

Pierre Coulon : Je travaille avec des musiciens de formation classique. Moi-même formé par le classique, je me suis tourné vers le folklore. Celui-ci donne un regain de fraîcheur (thèmes simples, verve, force) susceptible d'alimenter l'inspiration musicale et d'amener la composition de morceaux nouveaux qui ne sont ni trop intellectuels, ni trop compliqués.

Bernard Debroux : animateur de la Maison de la Culture à Tournai.

Claude Flagel : musicien et interprète de chansons traditionnelles.

François Barvaux : musicien.

Jeannot Gillis : musicien, je travaille avec Coulon et Jofroi.

Michel Gheude : travailleur culturel.

Richard Kalisz : moi aussi. Mais nous ne sommes ici, ni Gheude, ni moi, faut-il le dire, en tant que réalisateurs de l'émission « Il y a folklore et folklore ».

Bernard Hennebert : journaliste-animateur. Membre du groupe de la « Chanson sauvage ».

Daniel Mignolet : auteur et interprète de chansons.

Philippe Moins : étudiant, « consommateur ».

Rosine Lewin : journaliste connaissant très mal le dossier de la chanson mais extrêmement intéressée par ses retombées politiques, je ne suis ici que pour tenter de dégager avec vous des réponses aux

questions posées par les rapports entre chanson, public, mouvement ouvrier et idéologie. Pour amorcer les pompes, je voudrais vous lire les réponses des groupes wallons « Zunants Plankets » et « Pêleteus » à notre note.

... « Notre équipe, déclarent les « Zunant Plankets » ne s'est pas estimée compétente pour traiter de ces problèmes, puisque nous nous sommes toujours limités à « la collecte et à la transcription de chansons originales du passé », pour reprendre les termes de votre lettre, et que nous avons encore limité nos recherches à la technique musicale, sans jamais chanter, ni nous intéresser aux paroles ajoutées à ces mélodies... »

... « Le problème principal — écrit René Hausman, porte-parole des Pêleteus — réside dans ceci : les procédés traditionnels de l'existence de l'art populaire sont bel et bien du domaine du passé. Pourtant la renaissance de la musique populaire répond à un besoin. Lequel ? Nous souhaitons qu'il ne s'agisse pas seulement d'une prolongation laborieuse du folk-song. Autrement dit, j'ai bien peur que pas mal de groupes de folklore, actuellement, aient tout juste remplacé la guitare par l'épinière. Bien sûr que la prise de conscience d'une réalité régionale est pour beaucoup dans la nouvelle vitalité de la musique populaire. Mais nous ne sommes pas auteurs, et chanter aux publics les choses qui les concernent quotidiennement, c'est une vocation différente de la nôtre, et que nous respectons — croyez-le bien.

Il nous arrive souvent de jouer pour des salles dites populaires (villain mot qui ne devrait pas ou plus exister : il contient son poids de racisme). La participation y est bonne, mais souvent les gens (les jeunes surtout, hélas !) hésitent à danser à partir de nos rythmes, qui ne sont pas ceux de la musique celtique (ou flamande), si facilement abordables pour les habitués de musique contemporaine... ».

La décision des « Pêleteus » d'abandonner la scène pour « excès de succès » n'indique-t-elle pas, d'entrée de jeu, que la notion de folklore est très ambiguë. Nous avons intérêt, je crois, à la définir de plus près. Et si Richard Kalisz commençait ?

Richard Kalisz : Oui, la notion de folklore est ambiguë, et parmi ceux qui s'en réclament, on peut distinguer au moins deux voies. Celle de petits bourgeois qui contestent le mode de vie et l'idéologie de la bourgeoisie, reportant leur ferveur vers le passé, vers un passé préindustriel. L'autre voie cherche à lier une certaine résurgence de la chanson populaire de naguère avec aujourd'hui et demain, utilisant le folklore pour le dépasser. Mais dépasser pour qui et pour quoi ? Il y a des choix à opérer. Personnellement, je crois que si les artistes travaillent étroitement liés à la classe ouvrière, ils peuvent réaliser une nouvelle culture populaire, qui mette en avant des idéaux révolutionnaires. Dans cet ordre d'idées, le folklore et sa renaissance sont des points de départ importants, car ce sont déjà des éléments de culture populaire. Spontanément, le folklore porte en lui un monde opposé à la bourgeoisie. Mais partiellement, car il y a aussi une part de l'idéologie dominante dans ce même folklore. Il me paraît clair que pour créer de concert avec le peuple et à son service, il faut partir de ce qu'il connaît. Toute autre tentative est vouée à l'échec. Le Groupe d'action musicale (GAM) se met sans ambiguïté au service de la classe ouvrière.

Claude Flagel : Il est effectivement important de définir les notions qu'on emploie. Qu'est-ce que la chanson populaire ? En quoi est-elle populaire ? Est-elle populaire à partir du moment où elle devient un « tube » chanté partout ? Est-elle populaire à partir du moment où ce qu'elle exprime est en rapport avec les aspirations du peuple ? C'est la deuxième interprétation qui me paraît la meilleure. Le sens de mon travail est d'établir la relation qu'il peut y avoir entre la chanson de tradition qui, à un moment donné, correspondait à un type de vie, à un certain type d'aspirations, à un certain type de société — et les prolongements qu'elle a dans la société d'aujourd'hui. Je ne pense pas qu'on puisse

Ignorer Jean-Sébastien Bach quand on fait de la musique électronique. De la même manière, si l'on veut se situer dans la chanson, il est tout aussi important de savoir ce qu'a été la chanson d'autrefois, ce qu'elle est encore dans certains endroits, parce qu'elle est fonction du type de société dans laquelle elle s'implique. D'autre part, il y a de la bonne et de la mauvaise chanson dans la chanson traditionnelle comme dans la chanson commerciale. Cependant, côté tradition, il y a de fortes chances que l'on ait abandonné un certain nombre de déchets, gardé les choses importantes qui nous sont proches culturellement. Car pour moi, la culture se lie au passé et prolonge ce passé.

François Barvaux : N'y a-t-il pas ici un problème ? La plupart des musiques folkloriques se rattachent à un mode de vie rural, dans le cadre d'une économie précapitaliste, et elles font alors partie d'une culture homogène, communautaire et populaire. La société néo-capitaliste a engendré des conditions de vie fondamentalement différentes, où la publicité et les mass-media ont créé des habitudes et des besoins culturels nouveaux. Dès lors, la chanson folk traditionnelle peut-elle encore « passer » aujourd'hui, ailleurs qu'en milieu rural ?

Bernard Debroux : Dans la foulée de Fligel, je voudrais observer qu'il y a une liaison entre folklore et bonne chanson populaire, dans la mesure où c'est le peuple qui en reste la source. Mais finalement, tout est d'une certaine manière air populaire; même « Je suis amoureux de ma femme », de Richard Anthony s'inspire d'un fond populaire traditionnel... Ce qui me paraît beaucoup plus important, c'est de répondre aux questions : la chanson pour quoi et pour qui ? Kalisz place la chanson populaire au service de la classe ouvrière. Je suis d'accord que l'action culturelle en direction de la classe ouvrière est prioritaire, mais je tiens à souligner toute l'importance que présentent pour l'animateur culturel que je suis, les classes moyennes.

Rosine Lewin : C'est quoi, les classes moyennes, pour toi ?

Bernard Debroux : C'est ce public d'employés, d'enseignants, d'agents de l'Etat qui a un rôle important à jouer. Je pense en particulier aux enseignants qui sont chargés de transmettre l'idéologie de la classe dominante, au même titre que les gens de la radio, par exemple. Bien sûr, il s'agit d'une classe mouvante qui peut, selon les circonstances, passer du côté de la bourgeoisie ou de la classe ouvrière. C'est précisément pourquoi l'action culturelle en leur direction est aussi importante.

Rosine Lewin : Il faut prendre garde à ne pas ériger la notion de classe ouvrière. Les employés, enseignants, agents de la fonction publique, tous les « cois blancs » comme tu dis, occupent en vérité, dans les rapports de production une place identique à celle des salariés et s'incorporent, cadres supérieurs compris, dans la classe ouvrière, conçue au sens large.

Bernard Debroux : Peut-être que leur situation de classe est la même, mais leur attitude est différente. Dans le système d'exploitation que nous connaissons, l'idéologie dominante traverse toutes les classes, y compris la classe ouvrière. Croire que si l'on s'adresse directement à la classe ouvrière, elle va réagir automatiquement de la manière la plus positive, croire que la conscience de classe se manifeste d'emblée au grand jour, me semble faire la part belle au spontanéisme. Par ailleurs, le fait pour un créateur de ne pas recevoir de réponse de la classe à laquelle il s'adresse ne signifie pas qu'il fasse fausse route : c'est tout le problème de l'avant-garde.

Jeannot Gillis : Comme musicien, j'ai touché au folklore un peu par hasard. Ma démarche n'est pas du tout celle de l'ethnologue. Il me semble que sur le plan musical, le folklore a souvent quelque chose de simpliste qui me permet difficilement d'aller plus loin, compte tenu de la sensibilité qui est la mienne. Par ailleurs, concilier en un tout cohérent des positions de militant et la musique demeure pour moi un problème ouvert. Musique et militantisme sont-ils toujours conciliables ? Est-ce même nécessaire de les concilier ? Doit-on forcément composer pour la classe ouvrière sous peine d'être réactionnaire ?

Philippe Moins : Il me paraît difficile et dangereux de parler de ce que «-veut» le peuple. Je crois en effet que ce qu'aiment les milieux populaires c'est le Lange Jojo ou Claude François. Quant au folk, il touche une minorité d'étudiants et de petits bourgeois « conscients ». Que faire pour briser ce fossé ? Du Johnny Halliday de gauche ? Sûrement pas. Mais alors, faut-il rester dans son ghetto culturel ? Pas davantage...

Bernard Hennebert : Il y a eu un débat sur la chanson à la Maison des Jeunes de Forest. Des membres de la « Chanson sauvage », qui groupe animateurs et chanteurs, y ont participé. L'un d'eux, Claude Semal, a défendu l'idée que la musique n'est valable qu'en dehors du système. Pour Semal, Béranger est dans le système. Pour ma part, il y a mieux à faire qu'à démolir dans un débat public un chanteur qui va dans le sens que nous préconisons et qui peut « passer » aux heures de large diffusion à la radio, aux autres heures à la télévision. A mon sens, il est essentiel de démystifier, preuves à l'appui, ce qu'est le show-business et de le dénoncer auprès du public qui aime ce genre de choses. Et également auprès du public plus conscientisé qui, bien souvent, méconnaît les rouages et les recettes de la culture dominante qu'il dénonce si rarement de façon nuancée et percutante. Par ailleurs, il faut agir de manière à ce qu'un Béranger puisse faire entendre ses chansons les plus politisantes dans une émission comme « Chansons à la carte », le mercredi à la TV. En résumé, analysons le show-business, montrons aux gens quel esclavage idéologique il leur fait endurer, proposons une alternative. Ce n'est qu'en liant ces trois éléments que nous pourrions contrecarrer un courant qui, surtout en période de récession, pousse les gens à la facilité. C'est à la fois une tâche pour les journalistes, les chanteurs, les animateurs et les amateurs de chansons.

François Barvaux : Je ne pense pas qu'il faille prononcer d'interdit sur tel ou tel type de musique dans l'absolu, mais plutôt analyser les « disponibilités » culturelles de chaque public, de chaque classe sociale, et à partir de là, proposer des orientations et des actions culturelles qui touchent réellement les gens dans un langage à leur portée. Je défendrais pour ma part une sorte de « pluralisme » culturel mieux adapté à la diversité des couches sociales actuelles.

Francis Chenot : On a beaucoup entendu le mot culture, et il me semble recouvrir pas mal de choses. Pour ma part, comme il n'y a pas de moyens de production bourgeois, mais une appropriation par la bourgeoisie des moyens de production, je crois qu'il n'y a pas de culture bourgeoise, mais une appropriation par la bourgeoisie du patrimoine culturel. Encore faut-il s'entendre sur une définition de la culture. Je me hasarde à en proposer une : la culture comme ensemble des facteurs épanouissants d'une collectivité. A mon sens, Bach peut être aussi populaire que le groupe GAM. Ce qui se passe, c'est que la bourgeoisie, pour maintenir ses privilèges sur la culture, impose, grâce à l'appareil idéologique qu'elle contrôle, des succédanés, des formes tronquées, déviées de la culture.

Daniel Mignolet : Ce sont des expériences que j'ai vécues dans le monde du spectacle qui m'ont fait prendre conscience de certaines injustices sociales et j'ai voulu écrire pour la classe ouvrière, puisque ce sont les travailleurs les plus exploités. C'est difficile. Maintenant encore, en tant qu'animateur culturel, je trouve plus facilement le contact avec les étudiants qu'avec les travailleurs. Finalement, je rejoins ce que disait Debroux. Je ne suis pas né en milieu ouvrier et c'est à ce que Debroux appelle la classe moyenne que je puis le plus facilement m'adresser. Les gens pour lesquels j'écris ne sont pas ceux qui m'écoutent. Et un Jean-Luc Debattiste qui n'est pas un militant se livre à une critique constante du monde dans lequel il vit.

Jean Braipson : On utilise souvent l'expression « marginal » pour qualifier les groupes de chanson populaire. Mais là aussi, il faudrait une définition. Marginal par rapport à quoi ? Si c'est par rapport au show-business, d'accord, dans la mesure où ce show-business propage bien souvent ce qu'on pourrait appeler une « anti-culture ». Comme démarche

culturelle **vraie**, n'est-ce pas partir battu que de se définir marginal ? D'autre part, l'action de groupes comme GAM ne touche la classe ouvrière qu'à des moments qui sont, même pour elle, « privilégiés ». La classe ouvrière n'est pas en lutte 24 heures sur 24. Une remarque encore pour souligner que la chanson a une fonction différente selon le lieu et le temps. Il est significatif à cet égard qu'au Chili, la junte fasciste a interdit la flûte indienne et la guitare qu'elle considère comme des véhicules de la subversion.

Michel Gheude : Au fond, deux choses se dégagent. Il y a la position de Flagel qui est de partir de la chanson populaire de tradition pour faire de la nouvelle chanson. Il y a une seconde voie, celle qu'a synthétisée Hennebert et qui est de démonter le show-business sans autre alternative que Béranger. Ce que nous devons faire à mon sens, c'est partir en marxistes de questions politiques dans une perspective historique. Les marxistes ont à construire un parti communiste, à amener les masses à la révolution, à construire le socialisme. C'est pourquoi il faut partir des besoins des masses pour les amener à faire la révolution. A cet égard, ce qu'il faudrait, ce sont de nombreux groupes comme GAM, avec des chansons qui servent les luttes, qui soient un ferment idéologique. Un exemple : je suis allé dans un pays socialiste, l'Albanie, avec des gens du GAM notamment, et à la fin de chaque visite d'usine ou de coopérative, on chantait ensemble et le fait de chanter ensemble débouchait sur un extraordinaire sentiment d'unité. Sans doute, on n'est pas en grève tout le temps et il faut autre chose encore que des chansons d'agitation. Elles sont toutefois, comme armes de lutte, primordiales aujourd'hui. Et à mon avis, il faut plus de GAM que de « Chanson sauvage ».

Richard Kalisz : On peut avoir beaucoup d'estime pour nombre de chanteurs progressistes, mais ils ne seront jamais réellement populaires et leurs œuvres ne serviront à rien s'ils en restent à l'expression individualiste de la protestation. Il n'y a pas de no man's land. Les œuvres doivent être réalisées sous la direction de la classe révolutionnaire, en s'appuyant sur sa créativité. C'est le mérite majeur du GAM, et c'est ce qui compte à mes yeux, même si sur le plan esthétique, son travail n'est pas parfait. Quant à la déconstruction de chansonnettes réactionnaires, elle ne convaincra que les convaincus.

Bernard Hennebert : Je considère que les démarches de groupes tels que GAM ou « Chanson sauvage », ainsi que l'action individualiste de chanteurs progressistes (André Bialek, Jofroi, Béranger...) sont à l'heure actuelle, complémentaires et indispensables parce qu'elle « conscientisent » des publics différents et remettent directement en question le « métier » (créateurs, medias, etc.), phénomène nouveau dans la chanson belge.

Jeannot Gillis : Une remarque à propos de ce qu'a dit Gheude, vu sous l'angle du musicien et plus précisément du musicien professionnel. Le message musical me paraît pour l'essentiel une expression abstraite. Alors insérer l'activité professionnelle du musicien dans la « multiplication des GAM », cela me semble à moi impossible.

Rosine Lewin : On a parlé ici de deux voies possibles — partir de la chanson populaire traditionnelle pour déboucher sur la chanson nouvelle — démonter la mécanique mercantiliste du show-business. Je voudrais d'abord souligner que ces deux voies ne sont nullement exclusives d'autres, et pas du tout contradictoires entre elles. Mais Gheude, et surtout Kalisz qui pour sa part estime stérile le démontage du show-business, se tournent, eux, vers « la chanson prolétarienne ». Je ne suis pas seule ici à penser que la chanson de lutte au service des travailleurs en grève n'est pas la seule voie pour faire une bonne chanson populaire, même s'il convient de la privilégier dans certaines circonstances. Mais tout ceci pose le problème plus global de la culture (de masse) et de ses rapports avec l'idéologie dominante. Flagel a eu raison de montrer qu'il n'y a pas de rupture dans le temps entre la chanson de naguère et celle d'aujourd'hui. Nous rejoignons ainsi, sans doute involontairement, une définition léniniste de la culture, à savoir que la culture nouvelle passe par l'assimilation de l'ancienne culture, résultat de l'évolution de toute l'humanité. On ne peut

rejeter en bloc la culture transmise par la bourgeoisie — qui fut en son temps une classe progressiste — comme si elle s'identifiait avec l'idéologie bourgeoise. Flagel n'a pas dit autre chose quand il explique que la nouvelle chanson populaire passe par la connaissance de la chanson populaire de tradition. Et même Pete Seeger rejoint Lénine quand il déclare « Il faut créer une nouvelle musique avec ce qu'il y a de mieux dans la vieille musique ». J'ajouterais qu'opposer de manière mécanique culture populaire et culture bourgeoise est une erreur. Il n'y a pas de culture « réservée » aux ouvriers. Loin d'être une « anti-culture », la culture nouvelle prend pied sur un héritage qu'elle enrichit, féconde et prolonge.

Bernard Debroux : C'est vrai qu'il y a appropriation de la culture par la bourgeoisie; tout ce qui n'a pas été produit par la classe ouvrière n'est pas nécessairement réactionnaire. Je voudrais à ce propos revenir au rôle du créateur qui ne peut faire progresser les choses que s'il a la maîtrise de son outil, de son moyen d'expression. Je crois que cela fait plus avancer les choses de posséder son moyen d'expression à l'intérieur du show-business que d'avoir un moyen d'expression affaibli ou douteux dans un circuit marginal. A cet égard, je voudrais citer une expérience vécue à Tournai, où nous faisons écouter des disques dans des écoles. Eh bien, Béranger « passe » chez des élèves de 13-14 ans d'école technique, de milieu sous-prolétaire. Béranger passe parce qu'il dit des choses qui correspondent aux aspirations d'un milieu populaire, et parce que ce qu'il réalise maintenant, sur le plan musical, est davantage maîtrisé que ce qu'il faisait il y a cinq ans. Mettre sur papier le texte d'une de ses chansons et le texte d'une chanson de Claude François, en faire l'analyse, permet indiscutablement de faire avancer les choses. Comme dans un tout autre domaine, la chanson de Glaverbel qu'évoquait Kalisz joue un rôle de ferment dans un certain contexte. Mais cette chanson du « Carreau cassé » présentée aux élèves à froid, enregistrée, ne serait pas passée, parce que techniquement, ce n'est pas très bon.

Deuxième idée : Exprimer une aspiration populaire ne se fait pas automatiquement, même en milieu ouvrier, car il faut compter avec les masques de l'idéologie dominante. Il y a à cet égard, tout un travail à faire, quasi didactique, pour contrecarrer cette idéologie. C'est un peu ce que propose Hennebert lorsqu'il entend lier la défense d'un produit nouveau et la lutte contre le produit imposé par l'idéologie dominante. Cela rejoint les préoccupations du courant de l'« Agit prop » que je voudrais rappeler avec deux exemples extrêmes, Maiakovski et Dario Fo. L'un comme l'autre maîtrisent leurs moyens d'expression, qu'il s'agisse de la poésie ou du théâtre, avec en outre un rare sens didactique et une haute conscience de classe. Cela devrait être possible dans la chanson.

Francis Chenot : Je voudrais élargir quelque peu le terrain proposé aux chants de lutte. Il n'y a pas que ces moments quasi « privilégiés » que sont les grèves avec occupation, comme aux Grès de Bouffioux ou à Glaverbel-Gilly. Il y a d'autres terrains où l'on peut rencontrer les aspirations populaires. C'est ce que fait par exemple un Philippe Anciaux — encore un membre de la « Chanson sauvage » — lorsqu'il s'adresse aux gens de sa région, parfois en patois, pour leur parler de leurs problèmes, la centrale nucléaire de Tihange, par exemple.

Daniel Mignolet : C'est un bon exemple. En voici un autre, moins convaincant. Je chantais à Mouscron devant un public très jeune. Il y avait trois choses au programme : un groupe local qui fait dans le folklore en repiquant un peu partout, moi-même, puis Michel Barbier. Tous très applaudis, alors que les messages étaient très différents, parfois opposés. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que les gens ont du mal à discerner le contenu des messages. Ils font surtout attention à la forme, qu'il s'agisse des choses à la mode (le folklore) de chansons engagées ou de textes surréalistes. C'est le piège des chansons qui doivent être tout en trois minutes : raconter une histoire, créer une ambiance, avoir un support musical — et l'on voudrait que tout passe ! Finalement, je me demande si on ne dit pas plus aux gens par son attitude que par un texte de chanson. Cela devrait nous faire réfléchir au succès-piège d'un Sardou.

Bernard Hennebert : La force d'un Sardou, c'est de proposer une révolte aux gens, mais de récupérer cette révolte en cours de chanson. C'est ainsi qu'il peut proposer par exemple une révolte sexuelle qui sort les gens de leurs vieux tabous, mais n'offre aucune perspective. Il y a là une fausse échappatoire à une vie que les gens n'aiment probablement pas. Mais une échappatoire toujours déviée par une ambiguïté qui aboutit immanquablement à la récupération de la révolte initiale — canalisée.

Michel Gheude : Il faut certainement démystifier ce type de démarche, mais surtout proposer une alternative positive, c'est-à-dire privilégier la démarche inverse, celle par exemple des travailleuses de la F.N. qui reprennent une chanson d'Henri Salvador, en la déviant de son contenu initial. Une fois encore il importe de faire la différence entre populiste (Sardou, etc...) et populaire.

Bernard Hennebert : Il me semble qu'il faut utiliser les contradictions du système. Quand j'ai l'occasion, sous une grande photo de Richard Anthony, de passer un article dans un hebdomadaire à grand tirage, qui fait l'analyse critique d'une chanson, j'estime que même si cela se présente de manière épisodique, il faut l'utiliser. Autre possibilité intéressante : organiser des disco-forums dans les écoles, et proposer des analyses de chansons.

Jean Braipson : On pourrait par exemple analyser le « Citoyen Danton » de Sardou !

Daniel Mignolet : Et pourquoi ne pas utiliser un certain nombre de groupes (groupes pop comme Genesis) dans une perspective progressiste. On associe bien Pink Floyd à Gini. Ce serait le même procédé. Mais retourné.

Philippe Moins : D'accord que l'on puisse populariser certaines choses. Mais on ne peut vendre la révolution comme une savonnette.

Michel Gheude : A la fête de l'Humanité, on invite des groupes pop, parce que cela fait venir des gens. Cela me paraît une démarche erronée, opportuniste, dans la mesure précisément où beaucoup de ces groupes ont un contenu contre-révolutionnaire...

Rosine Lewin : La démarche n'est pas plus opportuniste que la musique n'est contre-révolutionnaire !

Bernard Debroux : Je ne considère pas la musique de Pink Floyd comme réactionnaire !

Michel Gheude : ... est réactionnaire tout ce qui ne fait pas progresser la classe ouvrière.

Rosine Lewin : Voici un point à débattre : est-ce qu'une œuvre qui ne rapproche pas les masses de la révolution est une œuvre qui l'éloigne de la révolution ? Et comment mesurer l'effet d'une création culturelle sur les gens, sur une classe ? Quels critères utiliser pour mesurer l'épanouissement, la prise de conscience, que peuvent, même à moyen ou long terme, produire des œuvres musicales ? Pour ma part, je me refuse à admettre qu'en matière musicale, on ne puisse être que révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Il me semble qu'ici, comme dans les autres domaines de la création artistique, il importe surtout que la recherche, la création et la confrontation se fassent librement.

François Barvaux : Je crois que c'est tout un travail de sociologie musicale qui devrait être réalisé à ce sujet, afin de mieux préciser le rôle de l'art dans nos sociétés « évoluées ». Que signifie exactement « faire avancer » le prolétariat, du point de vue musical ? Ne faudrait-il pas distinguer entre la portée idéologique d'une œuvre d'art et l'utilisation (idéologique) qui en est faite à un moment donné de l'histoire ? La classe ouvrière pourrait-elle progresser dans un pays socialiste en se bornant à assimiler la culture bourgeoise ? D'autre part n'est-ce pas rabaisser les ambitions du prolétariat que de vouloir son épanouissement culturel à travers les seules chansons de lutte ? Les choses ne sont pas si simples...

Michel Gheude : C'est vrai qu'en ce qui concerne la musique, il est parfois difficile de se prononcer. Cela dépend des circonstances : la musique ne peut pas être révolutionnaire intrinsèquement. Par exemple, pour revenir

au folklore et à la musique populaire, les nazis, par démagogie, y ont largement puisé pour leur propagande anti-populaire. Autre exemple : une chanson comme « Le Déserteur » de Boris Vian chantée pendant la guerre d'Algérie, changerait de nature si elle était reprise par certains lors d'une invasion de leur pays par une puissance impérialiste.

Bernard Debroux : Je voudrais revenir au problème de la maîtrise du moyen d'expression, car je suis convaincu que cette maîtrise peut être facteur de progrès, alors que la défense de conceptions musicales passées est, elle, une attitude réactionnaire. L'exemple de Pink Floyd montre que des recherches sur le plan formel, même coupées des masses, peuvent constituer un apport intéressant.

Philippe Moins : On peut aussi concevoir des groupes jouant une musique très moderne et qui ait un contenu progressiste. Je pense notamment au groupe Floh de Cologne et son opéra rock « Mumien » sur le coup d'Etat fasciste du Chili.

Michel Gheude : Il faut rappeler que le rock, en tant que musique, est d'origine populaire. Né du blues, il a reflété le malaise de la jeunesse américaine dans les années 50, au moment de la guerre de Corée, de la période de la chasse aux sorcières. Récupéré par la bourgeoisie blanche, il a trouvé un second souffle, relancé par le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam. Aujourd'hui, il porte assez bien son étiquette de décadent.

Rosine Lewin : Le thème de la récupération a été effleuré à plusieurs reprises. Est-ce un vrai ou un faux problème, à votre avis ? D'autre part, il serait intéressant que cette table ronde débouche sur un certain nombre de propositions concrètes à soumettre aux organisations politiques, sociales et culturelles du mouvement ouvrier.

Bernard Hennebert : D'accord pour les propositions concrètes. En voici deux. D'abord je crois que lorsqu'on parle d'un concert, il faut attacher autant d'importance à la musique qu'au lieu où elle est diffusée : un concert n'est pas un disque. D'autre part, il me semble qu'il y a beaucoup à faire pour donner sa place au combat culturel. La page culturelle de l'hebdomadaire « Syndicats » par exemple est souvent indigente. Dans la plupart des journaux auxquels je collabore, je suis très frappé par l'écart existant entre journalistes politiques et culturels. La culture est souvent cataloguée comme affaire de seconde zone.

François Barvaux : Il me semble que les organisations progressistes auraient intérêt à attacher une plus grande importance à la culture (dans son sens le plus large). N'est-ce pas essentiellement par les superstructures que sont maintenus les rapports de domination, qu'est entretenue l'idéologie dominante ? En ce qui concerne la chanson plus précisément, je pense qu'il faut se poser les problèmes à tous les niveaux où ils se situent, faute de quoi l'action culturelle n'aura aucun impact : au niveau du contenu du texte en même temps qu'à celui de la forme musicale, car on peut difficilement dissocier ces deux aspects ; il faut également se poser la question du mode de diffusion (concert, animation, mass-media, etc.) qui est en relation étroite avec les deux premiers aspects. Enfin il faut remettre en cause les grands mécanismes actuels de communication : dans quelle mesure TV, radio et disques n'ont-ils pas produit chez le public une passivité, un besoin de statu quo, de non-critique, qui viderait dès le départ toutes les chansons de leur portée progressiste, voire révolutionnaire ?...

Francis Chenot : Il faut constater à ce propos que l'une des deux grandes familles du mouvement ouvrier, le M.O.C., a déjà engagé tout un travail de réflexion sur les problèmes de la culture, avec des intellectuels certes, mais aussi avec des ouvriers.

Rosine Lewin : C'est vrai. Encore importe-t-il de ne pas isoler le culturel du reste, de le lier au politique et à l'économique.

Bernard Debroux : Dans l'idéologie, il y a deux niveaux. D'une part, la production des idées, d'autre part le domaine des attitudes et des comportements. Celui-ci reste, même chez les militants ouvriers, marqué par l'idéologie bourgeoise. Tant que l'on considère la culture comme quelque chose

qu'on fait « après », qui relève des loisirs et du délassément, on ne peut pas progresser. Les choses changent à partir du moment où la culture est envisagée comme moyen didactique. Sur le terrain précis de la chanson, c'est l'importance des disco-forums dans les écoles et partout où cela peut se faire, y compris à l'intérieur des organisations syndicales grâce notamment au contact avec certains, plus perméables aux choses de la culture. Je crois quant à moi qu'il faut travailler avec tous les mouvements organisés, ouvriers et ruraux et ne pas négliger non plus ces innombrables associations qui foisonnent en Wallonie.

Daniel Mignolet : Une musique populaire — dans la forme — ne pourra être populaire — dans la diffusion — que via les média. A cet égard, il y aurait beaucoup à dire sur les contraintes que rencontrent les jeunes chanteurs quand il s'agit de produire un disque. Car produire un disque, c'est signer un contrat...

Claude Fligel : Pour moi ce n'est pas tout à fait le problème. Si je travaille dans une certaine direction, une partie des média ne peut m'intéresser. Je n'ai par ailleurs dû signer aucun contrat avec les gens pour qui je fais de la production de disques. Les gens qui apprécient les chansons que je fais et que j'enregistre appartiennent à des milieux et des endroits très différents. Je les rencontre à certaines occasions, et il y a des échanges. Aussi, la TV finalement m'apporte et m'importe assez peu. Ce qui compte, c'est de savoir à qui s'adresse un chanteur ou un créateur, comment il se définit par rapport à son public, et dans cette mesure-là, comment il peut faire son travail. Ainsi le GAM, à un moment donné, produit une chanson populaire mais ponctuelle qui n'aura plus que valeur d'exemple dans trois ans. Si l'on prend l'ensemble des chansons de lutte de 1917, il faut bien reconnaître qu'il y a pas mal de pompiérisme. Ce n'est pas le cas des chansons de Brecht qui étaient trop nouvelles pour l'époque et que l'on découvre enfin aujourd'hui.

Bernard Hennebert : Est-il intéressant à votre avis qu'une chanson comme celle de Glaverbel passe dans l'émission télévisée « Chansons à la carte » ?

Michel Gheude : Le principal c'est que ces chansons jouent leur rôle dans les luttes. Bien sûr ce serait aussi très positif si la RTB créait à la télévision des émissions axées sur la culture populaire mais pas « Chansons à la carte », qui justement joue au maximum la carte de la distraction par rapport à la journée de travail, recrée une sorte d'unité familiale, désagrége la conscience et la solidarité ouvrières, isole les gens et les désarme.

Rosine Lewin : Mais étant entendu que grâce aux luttes ouvrières les travailleurs ne passent plus 10 ou 16 heures à l'usine, ne crois-tu pas qu'il faille tenter quand ils sont chez eux, de répliquer au matraquage de la chanson commerciale ?

Philippe Moins : Personnellement, je vois mal comment lutter contre ce matraquage avec les moyens que nous donneraient... les matraqueurs eux-mêmes ! De plus, je crains que répliquer à un matraquage commercial de cette façon, c'est également matraquer : Si l'on se met à nous seriner du Jofroi et du GAM à longueur de formule J, je crois que l'aliénation sera tout aussi grande, même si le « contenu » est différent.

Claude Fligel : Il y a pourtant moyen de faire passer de bons messages avec des procédés simples. L'exemple d'une chanson comme « Parachutistes » de Maxime Le Forestier est probant.

Francis Chenot : Je crois aussi que de bons messages peuvent passer lorsqu'ils empruntent des formes simples. Toutefois j'estime que les mass-media portent dans le domaine de la diffusion une lourde responsabilité. Je pense notamment à la radio. Je me refuse en effet à considérer que c'est le public qui « veut » une chanson facile, des textes insipides, des musiques conformistes. En fait, on lui impose un type de chansons politiquement creuses ou, pire, à contenu réactionnaire par une forme de matraquage à laquelle on pourrait théoriquement répondre par une autre forme de matra-

quage dans le sens de la chanson de qualité. Mais cela se pose finalement en termes de société, sinon de régime. Le rapport actuel peut pourtant être modifié dans un sens plus favorable.

Bernard Hennebert : Je crois qu'une bonne chanson, présentée à égalité de chances avec n'importe quelle autre, produira nécessairement un déclin dans la tête des gens. Je ne crois pas qu'on puisse toujours amener quelqu'un à du travail progressiste d'un seul coup. C'est en procédant par paliers que se fera parfois la prise de conscience.

Bernard Debroux : Je ne crois pas que la récupération soit la déviation de certaines énergies contestataires. La récupération, n'est-ce pas en définitive un faux problème ? Le vrai problème n'est-il pas de savoir si grâce à un produit culturel, quelque chose change ? Personnellement, je suis prêt à accepter un certain nombre de compromis, si quelque chose change. Il est clair que dans le système extrêmement bien organisé où nous vivons, tout peut être récupéré. Que Dylan soit à présent récupéré, qu'importe ! Il reste qu'il a apporté quelque chose sur le plan du protest-song à un moment donné. C'est cela qui est intéressant. En tout cas du point de vue du consommateur, même si le problème se pose en termes différents pour le créateur. Ce qui se passe pour le moment, c'est que nous sommes en position de faiblesse ; on ne peut dès lors négliger aucune possibilité et il me paraît dangereux et stérile de prétendre limiter le terrain de lutte. Il faut saisir toute les occasions qui se présentent, tout en étant conscient des dangers qu'elles comportent.

Claude Fligel : Tout à fait d'accord. Je fais un certain nombre d'animations pour les Jeunesses Musicales dans les écoles de la province de Liège, dans des milieux très différents. Il serait effectivement ridicule de refuser les occasions qui se présentent. Le tout est de trouver le langage adapté, que ce soit au Lycée Léonie de Waha, dans une école à classe unique en Condroz ou dans une école technique de Seraing.

Rosine Lewin : C'est vrai que dans la société mercantile et commercialisée qui est la nôtre, tout ou presque peut être récupéré et que la bourgeoisie s'y applique systématiquement. Les exemples ne manquent pas : l'Assurance-maladie-invalidité, importante conquête ouvrière de l'après-guerre, n'est-elle pas récupérée par les trusts du médicament et de l'équipement hospitalier, par la médecine libérale ? Le risque de la récupération est inhérent à la lutte, à la lutte des classes. L'important, c'est de ne pas se laisser paralyser, c'est d'aller de l'avant, en sachant où on veut aller.

Bernard Debroux : Et il faut bien voir que les choses bougent dans des domaines divers...

Daniel Mignolet : La force du système est de fournir des messages très simples, à la limite simplistes, qui ne nécessitent aucun effort du public. Défendre des textes élaborés, c'est déjà aller à l'encontre de la culture dominante, mais c'est aussi, dans une certaine mesure, déranger un public conditionné par la facilité. Je ne crois pas qu'il faille présenter à la classe ouvrière des messages simplistes ; on peut lui présenter des textes difficiles, en expliquant pourquoi ils sont difficiles. Ce type de démarche me paraît intéressant. Et la critique a un rôle à jouer à cet égard.

Jean Braipson : Je suis assez d'accord. Je crois à ce propos que l'exemple d'un Jofroi qui ne fait pas à proprement parler de la chanson dite engagée — à part peut-être « Lisbonne » et « Matins d'Octobre » — est significatif. Comme aussi des difficultés qu'il rencontre. On en vient à se demander si dès le moment où une chanson exprime des sentiments vrais, est poétique, elle ne gêne pas le système, même si cette chanson est dépourvue d'un engagement politique net.

Claude Fligel : Pour expliquer les difficultés auxquelles se heurte Jofroi, il faut peut-être compter aussi avec la politique de production de disques de la firme avec laquelle il traite. Et ne pas oublier que « l'engagement » est une notion très relative : dans un certain contexte une guitare peut, à elle seule, avoir valeur d'engagement politique. Le cas de Yupanqui est éclairant !

Bernard Hennebert : Je pense aussi que le contact différent qu'un chanteur peut avoir avec le public, son attitude par rapport au système sont importants. Par ailleurs, pour nous progressistes, il est un terrain où nous devons reprendre l'offensive, c'est la RTB. Actuellement, devant les attaques que mène la droite, nous avons adopté une attitude de défense qui, à mon sens, est tout à fait insuffisante. Il ne faut pas oublier qu'à part certaines émissions d'information, la grande majorité des programmes, surtout à la TV, présentent un contenu culturel tout à fait réactionnaire. Il y a un travail à faire. Cela pourrait prendre les formes les plus diverses, comme par exemple de publier in extenso le texte d'une émission de large diffusion, pour démontrer ce que certaines chansons peuvent avoir de nocif. Ou d'exiger qu'un groupe comme la Nouvelle Scène par exemple puisse présenter « Mistero Buffo » in extenso sur le petit écran, vers 20 h 15, à l'heure où l'on programme les spectacles des Galeries ou du National. Un million et demi de spectateurs pourraient ainsi juger des qualités de ce spectacle éminemment populaire...

Rosine Lewin : Nous ne sommes pas au bout de nos questions, mais il nous faut au moins provisoirement conclure. A plusieurs reprises, deux conceptions se sont affrontées au cours de ce débat. A propos de la portée de chansons « progressistes » et « prolétariennes », à propos de méthodes pour combattre le matraquage de la chanson commerciale, à propos du rôle des créateurs pour progresser vers une nouvelle culture. Il ne s'agit ni d'escamoter, ni de dramatiser cette divergence, qui me paraît profonde. Le débat se poursuivra, l'expérience des travailleurs et de leurs organisations viendra l'enrichir. Mais je tiens à rappeler, après Claude Renard, que « si le goût du public populaire n'est pas formé dans le respect des droits de la création, l'alignement des créateurs sur le niveau de réceptivité des masses ne produit que la médiocrité ». Cela aussi, des expériences vécues l'ont montré — notamment au travers de l'épreuve du « jdanovisme ». Pour le surplus, avancer à petits pas, par paliers, peut ne pas relever du réformisme et être authentiquement révolutionnaire, à condition de savoir où on va, et de vouloir y arriver sans défaillance.

Ceci dit, j'en reviens à l'idée exprimée par Hennebert et à ses propositions. J'y souscris d'autant plus volontiers que l'idée et les propositions rejoignent des préoccupations déjà anciennes des C.M. Mais il faut savoir que la réplique aux attaques de la droite, à propos de la RTB, exige un travail sérieux et un travail collectif. Il s'agit de s'atteler à l'analyse minutieuse de certains types d'émission à grande audience (qui pourraient aussi être les feuillets) avec l'appui d'équipes fonctionnant patiemment et méthodiquement. Je forme le vœu que les lecteurs des C.M. contribuent à la réussite de l'entreprise.

Livres



Gramsci et l'Etat

par Christine Buci-Glucksmann

Un ouvrage remarquable, le plus intéressant qui ait été consacré jusqu'ici à Gramsci, en français tout au moins. En l'espèce, il ne s'agit pas, l'auteur le précise, d'une « introduction » à l'ensemble de son œuvre ni d'un commentaire de textes qui aboutirait au mieux à faire de Gramsci « un grand intellectuel », mais d'une *lecture théorico-politique des Cahiers de prison* de Gramsci dans leurs liens avec sa *pratique militante*.

Une des caractéristiques essentielles de Gramsci est en effet sa capacité d'établir un rapport critique et dialectique entre la théorie et la pratique. « Dès lors, « lire Gramsci », c'est prendre un point de vue à partir duquel ses prises de position politiques, comme le rythme intérieur de sa pensée, deviennent intelligibles : le point de vue de la lutte des classes dans la politique, mais aussi *dans la théorie*... Une analyse de Gramsci dirigeant politique est inséparable de la récupération de la dimension à proprement théorique et philosophique de sa pensée, et vice versa. »

De plus, il faut se garder de séparer Gramsci de son époque, de ses liens à Lénine, de sa pratique politique de communiste. Son œuvre s'inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier et c'est dans ce cadre que prend corps chez lui un projet philosophique global : *la refondation de la philosophie du marxisme à partir d'un retour à la révolution philosophique de Marx et d'une retraduction philosophique de la pratique révolutionnaire de Lénine.*

Préciser l'apport spécifique de Gramsci, « théoricien de la révolution en Occident », dans l'exploration d'une *nouvelle voie au socialisme* en pays capitaliste développé est une tâche d'autant plus difficile que les *Cahiers* sont conçus sous forme de notes, comme un « matériel encore en élaboration et donc provisoire » où s'opère une sorte de dialectisation des différents domaines du savoir qui fait sauter les distinctions en activités cloisonnées, l'« économique », le « politique », le « littéraire », le « culturel »... De là l'extraordinaire richesse de sa pensée; de là aussi l'échec de toute approche thématique, l'impossibilité d'adopter un ordre d'exposition unique et linéaire. Le livre de Christine Buci-Glucksmann est donc lui aussi, à lire en spirale, une même question pouvant faire l'objet de plusieurs approches en fonction du chemin parcouru et des champs abordés.

Comme le titre l'indique, l'ouvrage se développe en se fixant au départ un objectif privilégié : l'Etat. Bien que ce thème soit relativement peu traité dans les nombreux ouvrages consacrés à Gramsci, il est essentiel. « Privilégier l'Etat oblige à reprendre systématiquement les grandes questions posées à Gramsci par la conjoncture nationale et internationale des trente premières années du XXe siècle : la crise de l'Etat libéral la nature du fascisme et de l'Etat fasciste, la nouveauté de l'Etat des Soviets, son évolution en U.R.S.S., l'expérience des Conseils, les problèmes de l'Etat socialiste. Sans oublier le point pivot de l'analyse : l'étonnante « résistance de l'appareil d'Etat » propre aux sociétés occidentales, dans les pays

capitalistes développés. Si résistante, pourrait-on dire, qu'elle a contraint Gramsci à réfléchir sur une nouvelle voie au socialisme dans ce type de société, où les « réserves organisationnelles » des classes dominantes sont (en période de crise) toujours plus fortes qu'on ne pouvait le soupçonner ».

Pour mesurer la portée réelle des concepts de Gramsci, il faut le situer dans l'histoire, son histoire, son temps, étant entendu qu'« historiciser » ne peut conduire à transformer un auteur étonnamment vivant en une momie dépassée sous prétexte que son temps n'est pas le nôtre. Si certains concepts gramsciens apparaissent dans un contexte historique précis (les concepts d'hégémonie, d'appareil d'hégémonie, d'Etat intégral, de guerre de position), il ne s'ensuit pas qu'ils se réduisent à une simple expression de ces conditions. Les concepts marxistes dépassent leur lieu d'origine. Sinon, tous les principes essentiels de la démarche léniniste deviendraient de simples règles empirico-historiques. Les *Cahiers de prison* sont à « lire » comme une *continuation du léninisme* dans d'autres conditions historiques, avec d'autres conclusions politiques. Etant entendu que *continuer* Lénine implique un apport productif et créateur qui ne s'épuise jamais dans la seule application (au sens où l'on parle d'élèves appliqués) du léninisme, mais bien dans la *traduction et le développement* du léninisme.

Car si Gramsci retrouve tous les problèmes posés par Lénine (ceux du parti, de ses rapports à la classe ouvrière, aux masses, celui de l'hégémonie de la classe ouvrière, la critique de l'économisme, la définition d'une crise révolutionnaire et organique), il les retrouve dans des conditions qui posent au mouvement ouvrier la « politique du socialisme » en termes relativement nouveaux par rapport à la révolution d'Octobre.

Gramsci répondra à ces questions par une simultanéité de deux recherches habituellement disjointes : celle de l'Etat et celle de la philosophie du marxisme dans son rapport avec les masses, problè-

mes qui se conditionnent réciproquement et concluent tous deux sur une même réarticulation du concept de l'Etat dans ses rapports avec la société. « En rejetant tout modèle instrumental d'un Etat aux mains d'une classe dominante douée de volonté consciente, Gramsci n'évitera pas seulement le blocage politique propre à la Deuxième Internationale, mais il échappera également à une problématique de l'Etat-force, véritable base de la théorie et de la pratique stalinienne de l'Etat. En ce sens, l'élargissement gramscien de l'Etat, l'incorporation de l'appareil d'hégémonie de classe à l'Etat, est la condition dialectique qui prélude à une reprise léniniste de la thèse nécessaire du *dépérissement de l'Etat* dans le communisme ».

« Pour Gramsci, souligne C. Bucchi-Glucksmann, l'hégémonie de la classe ouvrière en Occident, sa capacité de souder un processus d'alliances en vue du pouvoir, implique une *double condition* : approfondissement de l'Etat, en rupture avec toute interprétation économiste du marxisme, et refondation de la philosophie marxiste elle-même. Donc un *nouveau rapport* de la théorie et de la politique, qui échappe à l'alternative qui fut trop longtemps celle du « marxisme » en Occident : d'un côté le stalinisme, de l'autre son renversement acritique ou sans rivage, dans le prétendu marxisme occidental. Dans un cas, la philosophie devient un simple instrument de la politique : la philosophie ne produit aucune connaissance pour la politique, puisqu'elle est déjà idéologie politique. Dans l'autre, la philosophie se pose en « vérité critique » de la politique : les intellectuels dépositaires de la totalité philosophique du vrai (aux dépens des sciences) se définissent comme *arbitres* des luttes politiques réelles. »

« Faux rapport : la philosophie doit produire des connaissances pour la politique, sans se séparer de l'appropriation objective, scientifique du monde. N'est-ce pas parce que Gramsci évite ce double piège, ne s'y inscrit pas, que sa pratique philosophique nous parle aujourd'hui ? Dans une autre con-

joncture de la lutte des classes, au cœur du virage si difficile des années 1930, avec les instruments intellectuels de l'époque, il s'est proposé une tâche nouvelle : refonder la philosophie du marxisme à la lumière du léninisme, mais en la confrontant avec les expériences culturelles, politiques et historiques du mouvement ouvrier européen et plus particulièrement italien ».

Par sa nature même, la tâche que se fixait Gramsci n'est jamais parachevée, la confrontation nécessaire avec les nouvelles expériences du mouvement ouvrier au cours des 40 dernières années réclame que la recherche se poursuive et se développe et C. Buci-Glucksmann a eu soin de tenir compte — en les examinant de manière critique — des acquis théoriques du marxisme après Gramsci pour reproblématiser certains aspects du travail gramscien.

Si la pensée de Gramsci reste si vivante, c'est du reste parce qu'elle tend toujours à poser de nouveaux problèmes, à stimuler la réflexion, à suggérer de nouveaux champs de recherche. Parce qu'elle nous fait comprendre à quel point il est nécessaire de connaître « le présent tel qu'il est si on veut le transformer ». Et que pour connaître le présent tel qu'il est, dans toute sa complexité, il faut en connaître les origines lointaines, la genèse, comme Gramsci s'est appliqué à le faire. C'est pour cela que Gramsci et l'Etat s'inscrit directement dans nos préoccupations les plus actuelles.

S'agit-il d'un ouvrage difficile ? Ce n'est certes pas un livre qu'on peut se borner à feuilleter distraitement. Rien n'est superflu dans cette étude d'une rare densité et d'une grande rigueur de pensée. C'est un livre sérieux qui demande donc d'être lu avec sérieux mais si les problèmes qui y sont abordés sont complexes — aussi complexes que l'est la réalité — Christine Buci-Glucksmann a le mérite de les exposer avec une clarté impeccable.

Pierre JOYE.

Éditions Fayard, Paris. Un volume de 454 pages. 68 francs français.

Philosophie et religion

un recueil du CERM

Le Centre d'Études et de Recherches Marxistes (CERM) vient de publier le texte des onze conférences tenues à Paris au cours de l'année universitaire 1972-1973, sur le thème « Philosophie et religion ». On y retrouve une brochette de noms prestigieux, notamment ceux de Lucien Sève et de Christine Buci-Glucksmann, de Guy Besse et de Catherine Clément, du R.P. Chenu et d'Olivier Bloch. Le lien qui unit ces chercheurs est bien, comme l'indique le CERM, la conscience de « la nécessité d'une recherche philosophique articulée avec l'histoire même de la philosophie ». Les thèmes abordés n'en sont pas moins disparates : « Matérialisme et critique de la religion dans l'antiquité », par O. Bloch; « La critique matérialiste de la religion en France au 18^e siècle », par Guy Besse; « L'athéisme, idéologie et religion », par Jacques Milhau; « L'athéisme méthodologiques : saint Thomas d'Aquin », par le R.P. Chenu; « Politique et religion chez Hobbes et Spinoza », par Alexandre Matheron; « Hegel et la religion », par Buci-Glucksmann; « Critique praxéologique de la religion », par Solange Mercier-Josa; « Engels et la religion », par Jacques Bidet; « Théorie psychanalytique et phénomène religieux », par Catherine Clément; « Analyses marxistes de l'aliénation. Religion et économie politique », par Lucien Sève; et enfin « Lénine et la religion », par Georges Labica.

Il ne peut être question de résumer ou de synthétiser ici pareil recueil. Il nous a semblé, pour des raisons peut-être entachées de subjectivité, que les textes de Chenu, Buci et Labica étaient particulièrement riches et originaux, s'éclairant d'ailleurs mutuellement.

Qu'un théologien de la valeur du R.P. Chenu puisse parler d'un « athéisme méthodologique » à propos de Saint Thomas, dans la mesure où pour ce dernier « l'homme est à lui-même sa propre loi », nous paraît d'une grande actualité. Comme est actuelle et féconde,

l'opposition entre la place de la religion chez Hegel — « enjeu stratégique », note Buci — et chez Lénine — « le marxisme, quant au fond... n'a rien à dire sur la religion », observe Labica.

Mais pour ceux qu'intéresse cette problématique, chacune des conférences apportera, avec des documents et des arguments, belle matière à réflexion.

R.L.

Editions sociales — 1974 — 286 pages.

Sartre vu par Rudolf Gutwirth

Dans une perspective en *définitive* pratique, politique, l'auteur de cet essai tente de saisir l'évolution de la pensée philosophique de Sartre, par l'étude, descriptive, puis critique, de deux œuvres marquantes (*l'Etre et le Néant* et la *Critique de la Raison dialectique*) et en dégagant « leurs fils conducteurs tout en préservant leurs nuances, leur richesse » (p. 5). Au cours de cet exposé volontairement didactique, c'est cependant une grande partie de l'œuvre de Sartre qui est abordée : entre autres, les *Situations*, *Les Mots*, *L'Imaginaire*, le théâtre, etc... Gutwirth veut familiariser le lecteur profane avec le *mouvement* de la démarche sartrienne, et en même temps élucider le discours d'une philosophie à la terminologie souvent complexe, parce que *déviée* par rapport au langage *naïf*, commun. C'est ainsi qu'envisageant les modalités de la relation « sujet/sujet », il explicite le sens des notions de *négation* (affirmation de notre liberté), *angoisse* (*pesée*, charge de cette liberté), *mauvaise foi* (occultation et révélation de l'angoisse), *sincérité* (fuite devant la responsabilité et la nécessité de l'action)... Les concepts et l'organisation de pensée de *l'Etre et le Néant* ayant fait l'objet d'un survol et d'une exposition analytique sont repris et examinés *thématiquement*. L'auteur procède ainsi (au *Chapitre III*, notamment) à une *réévaluation* des thèmes dégagés, par l'examen des

œuvres littéraires de Sartre et par leur insertion dans la *pratique intellectuelle*, la vie et la « présence au monde » du philosophe. S'élaborant aussi à ce stade, une *critique interne* et empirique, d'application, des thèmes et concepts : il s'agit « d'examiner les problèmes particuliers qui surgissent lorsque l'approche sartrienne est appliquée à des domaines précis » (p. 92). Bien entendu, Gutwirth demeure *sur les positions* du système qu'il étudie, sa perspective reste *immanente*, visant seulement des aspects singuliers de la théorie générale, admise (ne serait-ce que le temps d'un *sursis*) *telle qu'elle*.

C'est l'*itinéraire sartrien* qui nous est ainsi retracé, l'aventure d'un esprit assurément parmi les plus fascinants de notre temps (cf. not. p. 117 et sv.) L'intention de l'auteur est de faire émerger de cette expérience (par exemple du rapport de Sartre avec le *fait communiste*) la nécessité de la *Critique de la Raison dialectique*, dont l'approche constitue le deuxième moment du livre.

La démarche de Gutwirth, expositive, immanente et « *chronobiographique* » inscrit typiquement son discours dans une finalité pédagogique ; et, à ce titre, l'ouvrage constitue une bonne « leçon » de philosophie sartrienne, intéressante pour qui ignore plus ou moins de quoi il est question. Il va sans dire qu'un tel propos n'aurait en soi rien de très original. Aussi l'auteur ne s'y enferme-t-il pas. Il nous présente une *interprétation* de la problématique des deux écrits de Sartre envisagés ; il élabore ensuite une *étude concrète* inscrite dans le champ de cette problématique.

LE SUJET, LE MONDE ET LES AUTRES

« En une progression souvent ardue » (p. 80), Gutwirth élabore une *lecture* de *l'Etre et le Néant* susceptible d'éclairer, par *rebondissement* ou par *nécessité interne*, la problématique plus « concrète », plus politique, de la *Critique de la Raison dialectique*. Il reprend, en la nuancant ou en s'écartant d'elle, l'interprétation (devenue assez classique) de

Francis Jeanson, exégète réputé de Sartre (1). *L'Etre et le Néant*, c'est la tentative de faire procéder du *cogito*, c'est-à-dire du vécu individuel et empirique, le statut et l'existence même de la réalité objective, du monde extérieur. Toute conscience étant simultanément conscience de soi et de *quelque chose*, l'existence de *ce quelque chose* se donne avec une *opacité*, une résistance. Or, dans l'extériorité, dans le monde qui m'entoure, *il y a des autres*; ou du moins, telle est la révélation de mon expérience existentielle propre. L'appréhension de l'autre est, par nécessité, *d'abord* négative (désir, sadisme) et insatisfaisante; *ensuite*, j'envisage une saisie positive de mon prochain, mais elle est éminemment problématique, fragile (communauté, solidarité). C'est que « L'étendue de la solidarité (...) est, en dernière analyse, tributaire d'une quantité de libre-choix individuels préalables. La séparation, la distinction, l'opposition des consciences précède et ne suit pas leur communion » (p. 60). Dans cette perspective, Sartre considère que la conscience de classe ne relève pas d'une identité de situation dans les rapports de production, ou du moins du vécu de cette identité, mais plutôt de la saisie *subjective* de sa souffrance par *chaque travailleur* vis-à-vis de « l'Autre commun qui est le bourgeois, le capitaliste » (p. 61).

Par rapport au monde, à l'Etre, à l'inerte, je me saisis donc comme liberté individuelle, car « (...) loin d'être fait par son milieu et l'histoire, l'homme se caractérise par un surgissement d'activité (...) » (p. 68). C'est à l'examen de ces catégories d'action et de liberté qu'est consacré le deuxième chapitre du livre de notre auteur. A nouveau le milieu (l'extérieur, le monde) s'affirme comme l'ennemi, ou plutôt le lieu, de la libre construction de mon essence, puisqu'en faisant je me fais. Ce milieu, en effet, je le ressens et le conçois comme *résistance* à ma liberté et comme *référence* de cel-

le-ci (ma situation, l'aire de ma liberté).

La Critique de la Raison dialectique constitue précisément une réflexion centrée sur l'inerte : rareté, contre-finalité, intérêt, destin. Pour le marxisme, c'est le *surproduit* qui impose la division du travail, et par voie de conséquence les rapports sociaux antagoniques, l'exploitation, la lutte des classes. Pour Sartre, au contraire (cf. p. 164), toute l'aliénation de l'homme à l'Etre procède de la rareté, qui implique le privilège des uns et le sacrifice, ou l'exploitation des autres. La contre-finalité maintient cette rareté, donc l'inégalité, dans, malgré et grâce à l'accroissement; c'est le renversement contre l'homme des progrès qu'il opère. L'intérêt est la jouissance (aux deux sens du terme) de la rareté et la production de la contre-finalité par les privilégiés.

A partir de cette analyse de l'inerte, de l'Etre (la révolte étant affirmation du Non-Etre (2), des rapports sociaux, ou encore, pour parler moderne, du système..., Sartre repense les relations humaines, l'universel, et revient sur l'individualisme irréductible et ouvert (ou vide, c'est selon...) de l'Etre et le Néant. L'inertie, en effet, engendre simultanément « l'unification passive des solitudes » et « l'esprit d'initiative » qui s'efforce de lui faire face (cf. p. 1873). La série est la communauté disciplinée, négative, disons : la masse; et précisément, la sérialité est une massification. Mais lorsque la sérialité perd de son prestige illusoire, se forme un « collectif actif : le groupe » (p. 177). C'est à l'examen du statut et des modalités d'existence de ce groupes que Gutwirth se livre ensuite, pour dévoiler progressivement la « dégradation de la dialectique constituée » (c'est-à-dire l'évolution du groupe en fusion — spontanément impliqué par les circonstances et révolutionnaire par essence — en groupe organisé, institutionnalisé, bureaucratisé et réactionnaire). En

(2) Il faut mentionner ici l'approche de Sartre par P. Verstraeten (notam. *Introduction historique à la philosophie*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 3 volumes, 1975).

(1) F. Jeanson, *Le Problème moral et la Pensée de Sartre*, Seuil.

creux, on peut lire toute une critique (*spontanéiste*, gauchiste, pouvons-nous dire), de la théorie léniniste d'organisation de la classe ouvrière et du rôle du parti communiste.

L'analyse de Gutwirth montre donc comment (et en partie pourquoi), mais c'est une autre histoire...) Sartre modifie sa conception des rapports « sujet/universel », tout en demeurant toujours et essentiellement fidèle à la détermination initiale et archétypale de sa doctrine : l'*individu* y occupe le statut central; il reçoit le contact d'autrui dans l'*adversité*; la solidarité est instantanée, spontanée et problématique; d'Etre, le Tout, le système ont de fortes chances de toujours récupérer la négation, la révolte, la liberté.

Mais aussi la lecture de notre auteur se veut *méthodologique*. Gutwirth prétend dégager de son étude une méthode de perception et de théorisation sartrienne de la pratique révolutionnaire opposée aux pièges de l'Etre (réaction et révolution dénaturée, institutionnalisée). C'est là sans doute l'apport le plus neuf, mais aussi le plus discutabile (dans le sens positif du mot d'ailleurs, car l'effort mérite la discussion) de ce livre dense, riche, à la fois passionné et sérieux, intègre.

« MAI '68 » A LA LUMIERE DE SARTRE

L'auteur utilise, dans la partie terminale de son travail, la grille de la *Critique de la Raison dialectique* pour comprendre l'analyse économique de l'URSS opérée par Mandel (3); puis, il l'applique à l'étude de la genèse et du développement de « Mai '68 » en France. Il est vrai, *critiquement*, et avec d'importantes nuances, Gutwirth tente de recouvrir les événements concernés au moyen des concepts théoriques de Sartre. Il apparaît cependant, à ce stade, une espèce de *vice tautologique* dans la démarche de notre auteur qui passe de l'examen immanent de la théorie de Sartre à son application, comme si cette théorie

était indiscutable en elle-même et à partir d'un point de vue extérieur. Bien plus, la *Critique de la Raison dialectique* semble, dans cette perspective, justifier a priori une pratique, ou plutôt l'idéologie d'une pratique. Car il va de soi que la donnée « Mai '68 » ne devient un fait qu'à travers l'interprétation théorique qu'on en donne. Dès lors, confronter Sartre avec les descriptions engagées des « événements » par Edgar Morin ou Rioux et Backmann (4), c'est retrouver par le plus long détour ce qu'on voulait prouver au départ (à savoir que l'analyse sartrienne de la pratique révolutionnaire est non seulement pertinente, mais vérifiée par les faits). Il aurait fallu, nous semble-t-il, opérer une critique théorique préalable des thèses de Sartre et se soucier, non seulement d'une confrontation *journalistique*, événementielle avec la pratique envisagée, mais aussi et surtout d'une étude sociologique et politique en profondeur de la conjoncture économique-sociale, des rapports de forces, etc... Il est en effet clair que le recouplement « Sartre/Mai '68 », tel qu'il est défini, ici, disqualifie a priori le rôle de l'UNEF, des forces politiques de gauche et des syndicats dans les événements envisagés. On retrouve donc une exposition devenue *classique* (au sens bourgeois du mot) de l'explosion de Mai, revêtu du vocabulaire sartrien et codifiée selon les catégories de la *Critique*.

Force nous est de constater l'aspect idéologique, c'est-à-dire unilatéral, métaphysique, de la perspective de Gutwirth en cette matière.

Reste qu'il faut saluer l'effort de concrétisation de la philosophie de Sartre entrepris par notre auteur et insister sur la fécondité de nombreuses remarques, hypothèses, découvertes. Sa discussion de la prétention de Sartre à réanimer le marxisme présente beaucoup d'intérêt, par exemple en ce qui concerne le statut de la *dialectique de la nature*.

(3) et la compléter par un fondement philosophique...

(4) Lucien Rioux et René Backmann, *L'Explosion de Mai*, Laffont. E. Morin : *Mai 1968 : la Brèche*, Fayard.

On est cependant étonné, sur ce dernier point et sur de nombreux autres, de l'excessif resserrement théorique de Gutwirth. S'il cite parfois Garaudy, pourquoi ignore-t-il (du moins dans la clôture de son ouvrage) l'apport de Lukàcs (*Histoire et conscience de classe*), entre autres, à la réflexion marxiste sur la conscience de classe (cf. la solidarité selon Sartre); pourquoi discute-t-il de la personnalité, de la subjectivité (hérédité, milieu, liberté, déterminisme...) sans au moins faire référence à R. Zazzo, ou encore au remarquable livre de Lucien Sève sur le sujet (5); pourquoi analyse-t-il la bureaucratisation selon Sartre sans confronter sa théorie avec la réflexion d'Althusser sur les *appareils idéologiques d'Etat*?... Est-ce par souci de rigueur dans la perspective? Peut-être. Mais le lecteur, mis en éveil par l'annonce (au moins implicite) d'une étude de Sartre du point de vue de sa portée dans le débat marxiste actuel, reste finalement quelque peu sur sa faim.

Rudolf HEYNDELS.

Aspirant du FNRS à l'ULB.

Rudolf Gutwirth, *La phénoménologie de J.P. Sartre* (De « L'Etre et le Néant » à « La critique de la raison dialectique ») Bruxelles, Anvers, Editions Erasme et Toulouse, Editions Privat, Collection Sentiers — 1973.

(5) Lucien Sève, *Marxisme et théorie de la personnalité*, Paris, Ed. Sociales, 1969.

Femmes : l'âge politique

par Louise Blanquart.

Considérer les femmes comme un facteur de changement de la société, voir la question féminine comme une question politique, voilà pour l'essentiel le propos de ce petit livre dense de Louise Blanquart, journaliste à « L'Humanité ». Car « les femmes ont changé. Il n'est plus possible de les considérer comme une force conservatrice dont il s'agit avant tout d'entretenir l'apolitisme. »

Oui, les femmes ont changé et pour le prouver, l'auteur brosse à grands traits une histoire de France « au féminin », depuis la révolution de 1789 qui refuse de reconnaître les droits de la citoyenne, jusqu'aux innombrables grèves d'ouvrières françaises (entre 1882 et 1975), en passant par le Code Napoléon et l'action des suffragettes. Les cent ans de grèves que Louise Blanquart ramasse en quelques pages représentant un impressionnant bilan à opposer à ceux qui parlent volontiers de l'inertie et de la docilité de la main-d'œuvre féminine.

S'il est vrai que les femmes ont toujours travaillé, entre 1906 et aujourd'hui le pourcentage des femmes salariées est passé en France de 35 à 80 % du total des femmes actives. Quarante-cinq pour cent sont passées d'un type de production familial à la production sociale capitaliste. C'est cela, le grand changement qualitatif. Car il est bien clair qu'il ne s'agit pas que d'un bond quantitatif : c'est « la condition des ouvrières qui a fait éclater l'hypocrisie des conceptions traditionnelles sur le rôle de la femme ».

Cette condition ouvrière, Louise Blanquart l'évoque en bonne journaliste qu'elle est, au travers d'un reportage chez Rose, ouvrière de 30 ans, fille et femme d'ouvrier. Militante aussi. Des militantes — singulièrement des militantes communistes — Louise souligne qu'il y en a de plus en plus. Une fort belle affiche ne proclame-t-elle pas sur bien des murs de France : « 125.000 femmes au PCF — Pourquoi pas vous ? ».

Si la situation est très différente en Belgique, un des constats de Louise Blanquart est valable partout : la participation des femmes au combat politique donne à ce combat une nouvelle dimension, car « avec elles, c'est toute la vie qu'il faut prendre en compte »...

R.

Editions sociales - Paris - 184 pages - 130 FB.

Permanence de l'éducation sexuelle

par Willy Peers.

Dans cette plaquette éditée par le Cercle d'éducation populaire à l'occasion d'une conférence-débat, on retrouve la simplicité et la chaleur qui marquent si profondément la personnalité de Willy Peers. Il parle de sexualité — cette relation complète, complexe, privilégiée par la réciprocité qu'elle implique. Il parle d'éducation « dont l'objet est de préparer à assumer des responsabilités, de favoriser la créativité ». Il parle d'éducation sexuelle, en montrant à la fois combien elle peut être multiforme, et pourquoi il importe qu'elle soit continue. Même si le propos est parfois novateur, il paraît bon-homme. Il refuse de trancher, de juger. Il évoque des expériences — la sienne, d'autres — avec modestie et sagesse.

L'idée fondamentale de son exposé, à savoir que l'éducation sexuelle se doit d'être permanente — un réapprentissage continu — n'est pas celle qui au terme de sa conférence, aura suscité le plus de questions. De celles-ci, retenons en particulier celle qui porte sur la « normalité ». Qu'est-ce qu'une vie sexuelle normale ? Réponse de Willy Peers : « Une vie sexuelle me paraît normale quand elle ne viole pas l'autre ou les autres, mais résulte d'un consentement mutuel librement accepté. Il n'y a pas de modèle, pas de critère, si ce n'est peut-être un principe, celui d'un esprit de recherche attentif, passionné et respectueux de l'autre ou des autres ».

R.

Editions du CEP — 120 F.

Histoire du Parti libéral

par Jacques De Clerck

Dans l'introduction qu'il signe à cette « Histoire du Parti libéral », le ministre d'Etat Jean Rey félicite l'auteur d'avoir su dégager l'essen-

tiel de la péripétie et se réjouit de l'excellence de l'ouvrage. Si vraiment M. Rey tient cette plaquette pour excellente, on peut y voir un signe des temps — les temps où le parti libéral se contente de peu.

De fait, la péripétie domine le récit, qui se déroule au niveau des élections, des votes parlementaires, des chutes et mises en place de gouvernements. L'évolution de l'économie, l'essor de l'industrie, l'identification des libéraux avec le capitalisme montant, tout cela le directeur du Centre Paul Hymans n'en a que faire. Cela lui interdit de cerner l'apport moteur du parti libéral pendant la période où il est non seulement le seul parti constitué, mais une formation dynamique, au service d'une bourgeoisie qui fait encore face aux problèmes de l'heure.

Si J. De Clerck ne recule pas devant des simplifications hasardeuses (par exemple à propos de la naissance du parti catholique), s'il affiche une ferveur dynastique totalement acritique, il a au moins le mérite d'avoir exhumé une phrase du ministre Albert Devèze qui souligne dans les années vingt « la nécessité pour toutes les classes de collaborer au bien commun ». L'auteur voit dans ce qu'il appelle le refus de la lutte des classes, « l'un des commandements fondamentaux du libéralisme belge ». Mais l' inanité de ce commandement lui échappe. Il signale d'une part que les libéraux, quoique dans l'opposition, cautionnent la répression « ferme mais sans excès » dirigée en 1886 contre la classe ouvrière, et d'autre part que libéraux et bourgeois catholiques se sont ligués en 1925 pour torpiller la première expérience de « centre-gauche », celle de Pouillet-Vandervelde.

C'est donc un peu malgré lui semble-t-il, que Jacques De Clerck apporte, en dépit du caractère très superficiel de son ouvrage, des indications utiles sur la constance avec laquelle le parti libéral a servi une certaine bourgeoisie.

R. L.

Editions du Centre Paul Hymans - 88 pages.

Revue

Le Flambeau

Dans « Le Flambeau », cette revue née au cours de la première guerre mondiale et qui reparait aujourd'hui après un certain silence, Serge Moureaux énumère les raisons d'être du libéralisme dans le monde actuel.

Très curieusement, on retrouve sous la plume de l'échevin des Travaux publics de l'agglomération bruxelloise, une référence au bien commun si cher aux catholiques et à l'ancêtre Devèze. Certes, le style de Serge Moureaux ne saurait être confondu avec celui de Jacques De Clerck, et la réflexion politique ici ne manque pas de finesse. Mais elle prend appui, nous semble-t-il, sur une analyse incorrecte de l'évolution sociale. Ce n'est pas parce que le secteur tertiaire a connu un développement incroyable, ce n'est pas parce que patrons et ouvriers regardent la même télévision, que les travailleurs ont cessé d'être exploités. Serge Moureaux a raison de dire que l'ère de la pénurie est révolue, dans la mesure où produire n'est plus un problème. Mais le régime capitaliste n'est pas capable de venir à bout de l'inflation, et il est — malgré lui — réduit à la croissance zéro.

Comment un politique aussi expérimenté que Serge Moureaux peut-il se masquer la crise d'un régime et d'une société ? Son libéralisme « vécu » ne vise qu'à coller quelques emplâtres modernes sur de vieilles plaies.

R.L.



Au sommaire du même numéro du « Flambeau » : un attachant récit du Dr Colard à la mémoire de son grand-oncle Jean-Nicolas Colard, tailleur et libre-penseur, libéral progressiste qui adhéra en 1847 à l'Association démocratique créée par Marx.

Les Cahiers du GRIF

« Les femmes et la politique », un thème vaste et riche, plus de 70 pages denses. La 1^{re} partie regroupe des articles dans lesquels leurs auteurs décrivent et tentent d'expliquer la distance qui sépare le monde des femmes du monde politique en général.

On y rappelle combien l'éducation des filles est conditionnement à la soumission, à l'assimilation du modèle de l'épouse-mère-ménagère. Recluse entre les quatre murs du domicile familial, elle est absente de la vie productive et des relations sociales qui le caractérisent. Elle n'est pas pour autant totalement absente de la vie politique : elle fait partie d'une majorité réduite au silence, élément traditionnel de la reproduction sociale (*).

Travailleuse, se pique-t-elle de militer, sa vie politique représente pour elle une « 3^e journée ». Parvient-elle à faire face à ces obstacles, elle fera cependant rarement carrière : il y a peu de femmes dans les organes dirigeants des partis et des syndicats, au Parlement, etc... Elle rencontre sur ce terrain une résistance culturelle tenace qui en a fait une chasse gardée de l'homme.

La situation de la femme est effectivement celle d'un être dominé. Mais dominé par qui ? Par l'homme disent les unes. Cela est faux affirment d'autres : la femme est dominée dans un système de classes où le plan de clivage ne passe pas par le sexe mais par la propriété. La nature de la Société Générale, interroge avec raison B. Lacroix, « changerait-elle si la moitié des postes d'administrateurs étaient réservés aux femmes ? ».

Pourquoi et comment le PFU fut-il créé, pourquoi et comment le Groupe de Formation à la responsabilité politique le fut-il : la 2^e partie de ce numéro rassemble une série de témoignages de femmes actives dans la vie publique.

Parmi d'autres celui de notre amie Rosine Lewin qui explique pourquoi « le combat des communistes contre le régime capitaliste concerne si directement les femmes ».

En guise de conclusion, Fr. Collin nous propose un féminisme séduisant qui ne revendique pas seulement « la participation égalitaire des femmes à la société existante mais requiert la refonte des structures de celle-ci », qui veut « assujettir la production à la vie — osons dire au bonheur de vivre ».

Mais pourquoi faire aussitôt aux pays socialistes le reproche injustifié de « subordonner la vie des individus à l'augmentation de la productivité en soi » ? Et Fr. Collin de vouloir substituer une « économie libidinale à l'économie politique »... Elle ne peut pourtant oublier que pour donner comme elle le souhaite, une « priorité absolue à l'aménagement de nos conditions de vie, de travail, au développement des équipements collectifs », il faut disposer d'une certaine abondance de biens et de moyens.

Au total, un numéro intéressant tant en ce qui concerne le matériel compilé que l'analyse dont il est l'objet et les réflexions que celle-ci suscite.

A.H.

Le récent référendum italien sur le divorce devrait nous citer à réexaminer cette motion. Sans les millions

de voix de ménagères, la loi sur le divorce n'aurait jamais pu être maintenue...

Studia diplomatica

Epinglons au sommaire de la revue (livraison de janvier 1975), le texte d'une conférence donnée à Bruxelles par Mikhail Senine, directeur de l'Institut international des problèmes économiques du système socialiste mondial créé par le Comecon.

C'est une synthèse fort bien faite de vingt-cinq années de Comecon, dont l'auteur trace à la fois un bilan et les perspectives.

Les principes de base sur lesquels est construit le Comecon, ses voies et méthodes, les problèmes en cours de solution — tels sont quelques-uns des aspects analysés par Mikhail Senine. Mais il aborde aussi la question « L'intégration socialiste et l'intégration sur la base du Marché commun ne présentent-elles que des différences ? », et s'il acte des « différences capitales », dues à l'opposition entre modes de production et systèmes sociaux, il constate par ailleurs « certains traits communs ». Marché commun et Comecon ont été créés, note M. Senine, « pour développer les échanges internationaux en opérant une concentration de la production et une distribution internationale rationnelle des tâches, et elles ont toutes deux résulté du fonctionnement dans un certain sens de la loi de l'internationalisation de l'activité économique ». Cet élément, joint à d'autres encore, fait écrire à Mikhail Senine que « les traits communs des deux intégrations constituent des bases économiques pour la coopération des Etats membres du Comecon et de la CEE, malgré leurs systèmes sociaux différents, et bien sûr dans les conditions créées par la coexistence pacifique ».

Senine, Mikhail, 25 ans de Comecon : bilan et perspectives dans *Studia diplomatica*, précédemment *Chronique de Politique étrangère*, Institut royal des relations internationales, Bruxelles, 1975, n° 1, pp. 19-26.

**Les Cahiers marxistes
ne paraissant pas en juillet — août
donnent rendez-vous à leurs abonnés et
lecteurs pour la rentrée de septembre**

Au sommaire de septembre

- Une biographie de Julien Lahaut
par Maxime Steinberg
- De quoi souffre l'Assurance-maladie-invalidité ?
par Jacques Lemaitre et Elle Vamos
- Le point sur la crise économique
par Pierre Joye
- Le consommateur manipulé
par Micheline Wilhelm



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Abonnez-vous aux
CAHIERS
MARXISTES

(dix livraisons par an)

Abonnement annuel ordinaire 400 F

Abonnement annuel « Jeunes »
(moins de 25 ans) 200 F

Abonnement de soutien : à partir de 500 F

A virer au CCP 000-0188745-80 de la Fondation
Joseph Jacquemotte,
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles

Au sommaire de quelques récents numéros :

Gramsci aujourd'hui	N° 7
Information radiotélévisée et mouvement ouvrier	N° 9
Inflation, récession et crise du système	N° 10
Luttes urbaines et lutte politique	N° 13
La décolonisation du pétrole	N° 14
Cinq textes d'Isabelle Blume	N° 15

(Encore disponibles en versant 50 F par numéro au CCP de la Fondation J. Jacquemotte)

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F